

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 427 du 31.01

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Israël cherche toujours et trouve un prétexte pour violer la trêve.

2 Les brèves

2-1 Le rabbin de l'armée israélienne « a distribué un tract de haine aux soldats »

2-2 La justice espagnole enquête sur un bombardement à Gaza, colère d'Israël.

2-3 L'Espagne pourrait renoncer au principe judiciaire de compétence universelle, selon Tzipi Livni.

2-4 Mounir Siraj : L'Autorité palestinienne envisage des poursuites contre Israël.

2-5 Poursuite juridique internationale contre 86 criminels de guerre israéliens.

2-6 Déclaration finale du Forum international de Beyrouth.

2-7 Centre juridique : l'UE néglige ses engagements pour protéger les droits de l'homme en Palestine.

2-8 La honte Arabe : Des orcs de sécurité égyptiennes interrogent les blessés gazaouis sur la résistance.

2-9 Mechaal : nous travaillons pour créer une référence nationale palestinienne unifiée.

2-10 Sharon Weil : Tibi et Zahalka, ne faites pas appel à la Cour suprême.

2-11 Ban réclame 613 millions de dollars pour aider Gaza.

2-12 Nadine Rosa-Rosso : La gauche et l'appui à la résistance.

2-13 Un monde post-américain ?

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Michel Chossudovsky : L'invasion de Gaza : L'opération «Plomb durci» fait partie d'une vaste opération des renseignements militaires israéliens.

3-2 Ramzy Baroud : Briser la volonté de Gaza ? Un fantasme israélien...

3-3 Robert Bibeau : Vers la "paix " sans justice.

3-4 Daniel Vanhove : A Gaza, après les bombes, le droit international ?

3-5 Robert Fisk : L'Europe rit tandis que les Palestiniens pleurent leurs morts.

3-6 Silvia Cattori : Le temps est venu d'appeler l'Etat terroriste d'Israël par son nom.

3-7 Alain Jules : Israël : dans les méandres de l'impunité ! ...

3-8 Lauranne Provenzano : Tsahal à l'abri de la justice ?

3-9 Shlomi Zakaria : En route pour un Guantanamo israélien.

3-10 L'opinion publique palestinienne, dans sa majorité, estime qu'Abbas a mal géré la situation.

Tiré a part

Israël cherche toujours et trouve un prétexte pour violer la trêve.

Comme toujours, Israël provoque et « riposte ».

Mardi 27 janvier les soldats israéliens pénètrent dans la bande de Gaza, à Khan Younes, une jeep saute sur une mine. Bilan : un soldat est tué et trois autres blessés. La « riposte » de l'aviation et de l'armée de terre fut immédiate : deux palestiniens tués et plusieurs - par « prévention » - des habitations dans la ville de Rafah, côté des frontières de Gaza avec l'Égypte.

Bien sûr, il ne fallait pas que cette mine soit là pour gêner « l'excursion » des soldats israéliens à l'intérieur des frontières de Gazal.

Il ne fallait pas non plus que ces frontières entre l'Égypte et Gaza soient là pour provoquer le doute chez les Israéliens, qui « ripostent ».

Quand la déformation de la vérité vient d'Israël, il n'y a rien d'étonnant car nous connaissons ses mensonges, ses ruses, ses falsifications de la vérité et de l'histoire.

Ce qui est étonnant c'est que les médias français, après avoir été obligés de dire certaines vérités à leurs auditeurs et téléspectateurs sur la barbarie pratiquée par Israël à Gaza, ils ont renoué avec leurs traditions : au mieux ils omettent de préciser les détails, au pire de déformer carrément les informations.

L'objectivité n'est pas leur souci dès qu'il s'agit d'Israël.

Voici ce qu'ont rapporté la majorité d'entre eux aux Français concernant les agressions citées plus haut : pour la première ils disent ceci : « La communauté internationale s'inquiète des tirs de missiles des combattants palestiniens, ou des bandes sur le sud d'Israël, les Israéliens ont riposté ».

Pour les bombardements des frontières à Rafah, ils disent : « l'aviation israélienne a bombardé les frontière entre l'Égypte et gaza pour empêcher la « contrebande d'armes

(Chronique de Gaza, par Chérif BOUDELAL - vice président du Collectif « Paix Comme Palestine »- mercredi 28 janvier 2009 janvier 2009.)

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le rabbin de l'armée israélienne « a distribué un tract de haine aux soldats »

Le rabbinat en chef de l'armée israélienne a donné aux soldats qui se préparaient à entrer dans la Bande de Gaza une brochure laissant entendre que tous les Palestiniens sont leurs ennemis mortels, leur conseillant que la cruauté est parfois un « bon attribut ».

Il a été vivement conseillé à l'armée israélienne de virer le rabbin Avi Ronzki pour cette brochure

Le rabbinat en chef de l'armée israélienne a donné aux soldats qui se préparaient à entrer dans la Bande de Gaza une brochure laissant entendre que tous les Palestiniens sont leurs ennemis mortels, leur conseillant que la cruauté est parfois un « bon attribut ».

Cette brochure, intitulée « Va livrer mon combat : Une tablette d'étude quotidienne pour le soldat et le commandant en temps de guerre », a été publiée spécialement pour l'Opération Plomb Fondu, la campagne dévastatrice de trois semaines lancée avec l'objectif déclaré de mettre fin aux tirs de roquettes contre le sud d'Israël. Cette publication puise dans les enseignements du rabbin Shlomo Aviner, le chef du séminaire fondamentaliste juif à Jérusalem, Ateret Cohanim.

Dans un paragraphe, le rabbin Aviner compare les Palestiniens aux Philistins, un peuple dépeint dans la Bible comme une menace belliqueuse et existentielle à Israël. Dans un autre, selon « Rompre le Silence », le groupe d'anciens soldats israéliens qui a révélé son existence, le rabbinat de l'armée semble encourager les soldats à ignorer les lois internationales de la guerre destinées à protéger les civils. Cette brochure cite le célèbre sage juif médiéval Maimonide qui aurait dit : « Il ne faut pas se laisser persuader par la folie des Gentils qui ont de la clémence pour les cruels ».

Rompre le Silence appelle à virer le rabbin militaire en chef, le général de brigade Avi Ronzki, pour sa brochure. Hier, l'armée ne faisait aucun commentaire sur cette affaire.

Le rabbin Arik Ascherman, le directeur exécutif du groupe des Rabbins pour les Droits de l'Homme, a dit que cette brochure était « très préoccupante », ajoutant « [c'est] une position minoritaire dans le Judaïsme qui ne comprend pas la... nécessité de faire la distinction entre combattants et civils. »

[://www.alterinfo.net/Le-rabbin-de-l-armee-israelienne-a-distribue-un-tract-de-haine-aux-soldats-_a29256.html?PHPSESSID=ae896066c5d82e78542b139dbe45fa44](http://www.alterinfo.net/Le-rabbin-de-l-armee-israelienne-a-distribue-un-tract-de-haine-aux-soldats-_a29256.html?PHPSESSID=ae896066c5d82e78542b139dbe45fa44)

2-2 La justice espagnole enquête sur un bombardement à Gaza, colère d'Israël.

La justice espagnole a ouvert jeudi une enquête pour "crimes contre l'Humanité" visant l'ex-ministre israélien de la Défense Benjamin Ben-Eliezer et six hauts responsables militaires israéliens, pour un bombardement meurtrier à Gaza en 2002.

La justice espagnole a ouvert jeudi une enquête pour "crimes contre l'humanité" visant l'ex-ministre israélien de la Défense Benjamin Ben-Eliezer et six hauts responsables militaires israéliens, pour un bombardement meurtrier à Gaza en 2002.

Cette annonce a provoqué la colère d'Israël, où le ministre de la Défense Ehud Barak a réagi en affirmant qu'il "ferait tout" pour obtenir l'annulation de cette enquête "délirante".

De son côté, la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a appelé son homologue espagnol Miguel Angel Moratinos pour l'informer qu'Israël considérait "avec le plus grand sérieux" l'ouverture de cette enquête, selon un communiqué de son ministère

Elle a également estimé, selon le texte, que la décision du juge revêtait un caractère "politique et non juridique".

"La réaction d'Israël est la réaction d'Israël et la réaction du gouvernement espagnol est de respecter la justice", a déclaré pour sa part le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos.

"Nous allons tous continuer à travailler et nous aider les uns les autres à construire la paix" au Proche-Orient, a-t-il assuré à des journalistes en début de soirée.

Le juge madrilène Fernando Andreu a jugé recevable une plainte du Centre palestinien pour les droits de l'homme sur le bombardement qui avait tué un dirigeant du Hamas, Salah Chehadeh et 14 civils palestiniens, "en majorité des enfants et des bébés", le 22 juillet 2002.

Quelque 150 Palestiniens avaient également été blessés pendant cette attaque, par l'explosion d'une bombe d'une tonne larguée par un F-16 israélien à Gaza, sur une maison du quartier Al Daraj.

Le magistrat a pris cette décision en vertu du principe de juridiction universelle reconnu par l'Espagne en matière de crimes contre l'humanité, de génocide et de terrorisme.

Le juge espagnol estime que les faits dénoncés "présentent des indices de crimes contre l'humanité", dans son procès-verbal auquel l'AFP a eu accès.

"En effet, écrit-il, nous serions confrontés à l'existence d'une attaque contre la population civile, illégitime dès le départ, car ayant pour objectif un assassinat, celui de Chehadeh".

Evoquant une "action qu'on devine clairement disproportionnée et excessive", le juge affirme qu'Israël ne pouvait ignorer "les conséquences possibles" du lancement d'une bombe de "grande puissance" sur une zone habitée.

Outre l'ancien ministre israélien Benjamin Ben-Eliezer, la plainte vise six hauts responsables militaires.

Il s'agit du commandant des forces aériennes israéliennes au moment des faits, Dan Haloutz, du général Doron Almog, du président du Conseil national de sécurité israélien Giora Eiland, du secrétaire militaire du ministre de la Défense, Michael Herzog, du chef d'état-major des Forces armées Moshe Yaalon et du directeur du Service général de sécurité, Avi Dichter.

Sommé à l'époque par la gauche israélienne et des organisations de défense des droits de l'homme en Israël de s'expliquer, le général Haloutz avait dit que l'attaque contre Chehadeh ne l'empêchait "pas de dormir".

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak "a l'intention de se battre vigoureusement contre les accusations en Espagne et de faire tout ce qui est nécessaire pour obtenir l'annulation de l'enquête", a indiqué son ministère. "Celui qui qualifie de crime contre l'humanité la liquidation d'un terroriste vit dans un monde à l'envers", a déclaré M. Barak, cité dans un communiqué.

L'ouverture de l'enquête en Espagne intervient onze jours après la fin de l'offensive controversée de l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

Cette annonce a provoqué la colère d'Israël, où le ministre de la Défense Ehud Barak a réagi en affirmant qu'il "fera tout" pour obtenir l'annulation de cette enquête "délirante".-

Evoquant une "action qu'on devine clairement disproportionnée et excessive", le juge affirme qu'Israël ne pouvait ignorer "les conséquences possibles" du lancement d'une bombe de "grande puissance" sur une zone habitée.

AFP | Benjamin Ben-Eliezer

30.01.2009

<http://www.24heures.ch/depeches/monde/justice-espagnole-enquete-bombardement-gaza-colere-israel-0>

<http://www.lematin.ch/flash-info/monde/justice-espagnole-enquete-bombardement-gaza-colere-israel-0> . . .

2-3 L'Espagne pourrait renoncer au principe judiciaire de compétence universelle, selon Tzipi Livni.

La ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a déclaré vendredi que Madrid comptait restreindre les compétences des tribunaux espagnols, après la décision d'un juge espagnol d'ouvrir une enquête sur un crime de guerre présumé d'Israël à Gaza.

Mme Livni a déclaré avoir été informée par son homologue espagnol Miguel Angel Moratinos que l'Espagne comptait "changer sa législation" en relation avec le principe judiciaire de compétence universelle. "Je pense que c'est une nouvelle très importante et j'espère que d'autres Etats en Europe feront la même chose", a-t-elle ajouté dans un entretien à l'Associated Press.

Un juge espagnol a annoncé jeudi l'ouverture d'une enquête sur sept anciens ou actuels responsables israéliens pour un bombardement mené en 2002 à Gaza qui avait tué un militant du Hamas et 14 autres personnes, dont neuf enfants. Une décision qui a suscité de vives réactions en Israël. Le magistrat espagnol a agi en vertu du principe judiciaire de compétence universelle reconnu en Espagne et dans d'autres Etats européens, qui permet de poursuivre des crimes de guerre commis dans des pays tiers.

Un des Israéliens visés par l'enquête espagnole, l'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne Moshe Yaalon, a qualifié vendredi les charges retenues de "propagande". Mais il a précisé à la radio de l'armée israélienne ne pas être "inquiet". M. Yaalon est candidat du Likoud (droite) aux élections législatives du 10 février.

L'actuel ministre des Infrastructures Binyamin Ben-Eliezer, autre haut responsable israélien visé par l'enquête, a de son côté qualifié la décision du juge espagnol de "ridicule". Le ministre de la Défense Ehud Barak a également critiqué cette décision.

Le ministère israélien de la Justice a annoncé vendredi avoir transmis des informations sur l'affaire aux autorités espagnoles. Il a critiqué l'ouverture de l'enquête et a dit souhaiter sa prochaine fermeture.

"C'est une tentative politique cynique d'éléments hostiles à Israël d'abuser du système judiciaire espagnol pour attaquer Israël", affirme le ministère dans un communiqué. "L'Etat d'Israël est déterminé à agir contre ces types de plaintes en Espagne et dans d'autres pays avec des moyens légaux et diplomatiques."

AP

2-4 Mounir Siraj : L'Autorité palestinienne envisage des poursuites contre Israël.

L'Autorité palestinienne envisage de poursuivre Israël devant la Cour pénale internationale pour les crimes commis à l'encontre du peuple palestinien de Gaza alors qu'Israël a décidé d'accorder une totale protection judiciaire à ses soldats.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riad El Malki a affirmé que l'Autorité palestinienne envisage de poursuivre Israël devant la Cour pénale internationale (CPI) pour les agressions commises à l'encontre du peuple palestinien. «Le ministre palestinien de la Justice a rencontré cette semaine à La Haye le procureur général de la CPI et a présenté une demande officielle pour engager des poursuites pour tous les crimes commis récemment à l'encontre du peuple palestinien à Gaza», a déclaré à la presse M. El Malki lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre à Bruxelles avec les chefs de la diplomatie de l'Union européenne, et ses collègues d'Egypte, de Jordanie et de Turquie. «Nous sommes en train de préparer tous les documents nécessaires pour appuyer ces démarches», a-t-il ajouté. Le ministre palestinien a affirmé qu'Israël ne peut être au dessus du droit international et doit répondre de ces actes commis à l'encontre de civils innocents. Par ailleurs, l'Etat hébreu aurait pris des mesures préventives contre d'éventuelles poursuites. Ainsi, le gouvernement israélien a décidé, au terme de son agression sur la bande ayant fait 1.300 morts et des milliers de blessés, d'accorder une totale protection judiciaire à ses soldats. Mais, toujours selon le ministre palestinien des Affaires étrangères, cette protection judiciaire d'Israël à ses soldats n'empêcherait pas les poursuites.

A rappeler que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a réclamé, mardi dernier, des poursuites contre les

responsables des bombardements israéliens ayant touché des bâtiments de l'ONU dans le territoire palestinien. Huit organisations israéliennes de défense des droits de l'Homme ont aussi réclamé au procureur général de l'Etat l'ouverture d'une enquête sur la conduite de l'armée à Gaza, «au vu de l'ampleur des atteintes portées aux populations civiles». M. El Malki a, par ailleurs, appelé l'Union européenne à intervenir d'urgence pour exercer des pressions sur Israël afin de permettre l'accès de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza.

«Aujourd'hui seuls 130 camions d'aides humanitaires par jour réussissent à entrer à Gaza, alors que la moyenne nécessaire est de 800 camions par jour», a-t-il relevé.

Le ministre palestinien a indiqué que la réunion d'aujourd'hui a également évoqué la réconciliation inter-palestinienne pour parvenir à une paix durable dans la région, insistant sur l'unité des territoires palestiniens. Il s'est à cet égard prononcé pour la constitution d'«un gouvernement d'entente nationale» en dehors des factions pour préparer les élections et jeter les bases d'un Etat palestinien indépendant..

Mounir Siraj (Avec agences)

<http://www.aujourd'hui.ma/international-details66650.html>

2-5 Poursuite juridique internationale contre 86 criminels de guerre israéliens.

Raji Al-Sorani, vice-président de la Fédération internationale pour les droits de l'homme, a déclaré que plusieurs organisations juridiques ont porté plainte contre des criminels de guerre israéliens. Ces criminels israéliens ont en fait commis des actes atroces contre les civils de la bande de Gaza. Jusqu'à maintenant, 86 décisions ont été émises par plusieurs tribunaux occidentaux ordonnant la poursuite de plusieurs chefs militaires israéliens.

Dans le Centre du Caire pour les droits de l'homme, Al-Sorani a critiqué la position de l'Europe envers l'agression israélienne contre Gaza. Cette agression a laissé 1412 martyrs et 5450 blessés dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants. Il leur pose la question : est-ce que la démocratie serait seulement pour les maîtres ? Les esclaves n'y ont pas le droit ?

Al-Sorani est le directeur du Centre Palestinien des droits de l'homme. Il a précisé que plusieurs plaintes ont été déposées devant des tribunaux, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas. Et très récemment en Espagne. 86 chefs militaires israéliens sont accusés d'avoir pratiqué des crimes de guerre contre des civils palestiniens.

Les organisations des droits de l'homme continueront à pratiquer leur rôle de poursuivre les criminels israéliens. Elles n'ont aucunement l'intention d'oublier les crimes commis par les forces israéliennes d'occupation. Les Israéliens seront poursuivis où qu'ils aillent.

Al-Sorani attire l'attention sur le fait que les crimes commis par les forces israéliennes d'occupation dans la bande de Gaza soient mis en documents. Plusieurs organisations internationales, et mêmes israéliennes, sont témoins et appellent à juger les responsables.

L'holocauste pratiqué par "Israël" dans la bande de Gaza est le plus sanguinaire et le plus sombre de toute l'histoire contemporaine. Les occupants israéliens ont pratiqué leurs crimes dans la lumière de jour, devant le monde entier.

Les organisations juridiques veulent assumer leur rôle et appliquer la loi internationale dont la quatrième convention de Genève. Cette convention ordonne la protection des civils pendant le temps de guerre. Donc, la protection des civils palestiniens est une obligation juridique que la communauté internationale doit assumer. Cependant, personne ne peut compter sur les Etats-Unis, ajoute-t-il. Leur position proche d'"Israël" est connue. Mais c'est l'Europe qui sera blâmée. L'Europe hisse les slogans de la démocratie et des droits de l'homme. Cette Europe a réagi face à la guerre menée contre la bande de Gaza de façon partielle. Elle a refusé de signer la décision de l'ONU qui voulait condamner l'agression israélienne contre Gaza et toutes les violations pratiquées contre les civils palestiniens.

Dans ce conflit, les Européens pratiquent la politique du deux poids deux mesures, déclare Al-Sorani
CPI 30/1

2-6 Déclaration finale du Forum international de Beyrouth.

Pour soutenir la Résistance Anti-Impérialiste des peuples et la construction des Alternatives à la Globalisation
--Principes & Droits

Le Forum affirme que :

- Les peuples ont droit à la résistance et ce dernier doit être inaliénable, soutenu par l'ensemble de la communauté internationale et reconnu comme tel dans le droit international ;
- Le combat de la résistance face au colonialisme est indissociable du combat que mènent les révolutionnaires et hommes libres du monde face au capitalisme globalisé, à l'impérialisme, à la militarisation et la destruction des acquis sociaux. Ceux-ci sont le produit de plus de deux cents années de luttes acharnées des classes laborieuses. (...)

--Campagnes & Résolutions:

- Concernant Gaza

Les participants au Forum affirment leur soutien à la résistance du peuple palestinien de Gaza. Ils condamnent le terrorisme, les crimes, et la violation de toutes les normes et valeurs humaines exercées sur ces populations par Israël. (...)

- Concernant le soutien à la résistance et la lutte anti-impérialiste

1- Les participants ont exprimé leur soutien aux deux résistances palestiniennes et libanaise dans leur lutte contre l'occupation israélienne ainsi qu'à la résistance irakienne qui se bat contre l'occupation américaine. Ils soutiennent en outre, les efforts du peuple irakien pour préserver son unité territoriale.

2- Les participants annoncent leur soutien à l'autodétermination du peuple afghan et sa lutte contre l'occupation américaine et atlantique.

3- Les participants adressent un salut au président vénézuélien Hugo Chavez, ainsi qu'au président bolivien Evo Morales pour leur soutien à la résistance des peuples. Ils expriment un appui total à leur lutte contre l'ingérence des Etats-Unis en Amérique Latine. (...)

Journal du Camp Anti-impérialiste

Voir la déclaration en entier:

http://www.antiimperialista.org/index.php?option=com_content&task=view&id=5979&Itemid=136

2-7 Centre juridique : l'UE néglige ses engagements pour protéger les droits de l'homme en Palestine.

Le centre palestinien des droits de l'homme a appelé l'Union Européenne à intervenir immédiatement pour protéger les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, notamment dans la Bande de Gaza où ses habitants s'exposent aux agressions continues des forces occupantes.

Dans un communiqué le centre palestinien des droits de l'homme a exprimé son étonnement envers les dernières déclarations, ainsi que les mesures des pays de l'Union Européenne à propos des violations sionistes contre les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés.

Il a déclaré dans son communiqué que les forces occupantes ont tué plus de 1285 palestiniens et blessé plus de 4336 personnes, alors que des milliers de citoyens sont devenus sans abris après la démolition de 2400 maisons par les forces de l'occupation, depuis le début de la guerre sauvage contre la Bande de Gaza, le 27 décembre 2009.

Le centre a souligné que ces enquêtes ont dévoilé que **82% des victimes étaient des civils**, tout en condamnant les 27 pays de l'Union Européenne qui ont refusé de voter sur la décision du conseil de l'ONU concernant les droits de l'homme pour condamner l'agression militaire israélienne contre la Bande de Gaza ainsi que les violations des forces occupantes aux droits humains des palestiniens.

Il a considéré que les dernières déclarations et mesures européennes montrent que les pays de l'Union Européenne ont renoncé à leurs engagements pour protéger les civils palestiniens dans la Bande de Gaza.

A la fin de son communiqué, le centre a appelé la communauté internationale dont les pays membres à l'Union Européenne à intervenir, immédiatement, pour protéger les civils palestiniens et leurs propriétés, en affirmant de nouveau que l'occupation est la raison principale de la continuation des violences dans la région.

CPI 29/1

2-8 La honte Arabe : Des orcs de sécurité égyptiennes interrogent les blessés gazaouis sur la résistance.

Un blessé palestinien transporté en Egypte pour y être soigné.

Des blessés palestiniens revenus à Gaza après avoir reçu des soins dans les hôpitaux égyptiens révèlent à Al Jazeera que les forces de sécurité égyptiennes les ont interrogé quand ils étaient à l'hôpital en Egypte.

Ces derniers ont exigés des blessés palestiniens de leur livrer des informations sur la localisation de la fabrication de roquettes et sur la façon d'introduire des armes dans Gaza.

Ces blessés ont affirmé que les interrogatoires étaient très violents et les forces égyptiennes les ont menacé de les poursuivre et d'interrompre le traitement dans les hôpitaux égyptiens s'ils refusaient de coopérer.

Un blessé qui se trouve toujours à l'hôpital en Egypte, a contacté Al Jazeera par téléphone pour dénoncer les interrogatoires violents auxquels il est soumis ; les forces de sécurité égyptiennes lui avaient demandé de leur fournir des informations sur la résistance en lui promettant que les informations resteront confidentielles.

Il a ajouté : « Ils m'ont demandé des informations sur la résistance, sur les dirigeants du Hamas, sur la façon dont les armes sont stockées et combien de temps, les résistants peuvent-ils tenir face à Israël.

Il a également dit qu'au début, les interrogatoires étaient "corrects" mais dès qu'il leur a expliqué ne rien savoir sur la résistance, les interrogatoires sont devenus violents et un interrogateur lui a donné des coups très rudes sur la blessure et lui a dit : "ne mens pas, tu es de Hamas, et des Kataib Al-Qassam, et tu dois parler sinon nous interrompons les soins et nous te jetterons comme un chien »

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5957

2-9 Mechaal : nous travaillons pour créer une référence nationale palestinienne unifiée.

Le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a annoncé que son mouvement va travailler pour créer une référence nationale qui représente les palestiniens dans les territoires palestiniens et à l'étranger et qui comporte toutes les forces du peuple palestinien.

Mechaal: "le Hamas et les forces vivantes de la résistance saluent tout dialogue ou entente qui seront basés sur des principes nationaux". "Pas de dialogue, ni d'appel à l'entente sous l'ombre des arrestations continuelles, ainsi que les fermetures des organisations nationales et les coordinations sécuritaires avec l'occupation", qui a souligné que celui qui veut l'entente doit créer des atmosphères positives et montrer ses bonnes intentions. Mechaal a affirmé que la résistance palestinienne a obtenu une réelle victoire lors de sa dernière guerre avec l'occupation israélienne, en précisant que Gaza dédie cette victoire au peuple palestinien, à la nation arabe et islamique après l'échec militaire et politique de l'entité sioniste qui a retiré ses forces sans aucune condition. Mechaal a déterminé les positions qui viennent à la tête des agendas de son mouvement durant la prochaine étape en montrant qu'ils refusent de politiser le dossier de la reconstruction de la Bande de Gaza, ni de le lier à d'autres questions ou dossiers.

Mechaal a appelé la nation arabe et islamique à poursuivre leur soutien à la résistance en disant : "Non à la normalisation avec l'ennemi sioniste, aux bureaux et ambassades israéliens, et Oui au jugement des criminels israéliens".

CPI 29/1

2-10 Sharon Weil : Tibi et Zahalka, ne faites pas appel à la Cour suprême.

Au moment d'annoncer que le Comité électoral central interdisait la participation des partis [arabes] Balad et Ra'am-Ta'al aux élections législatives [israéliennes] toutes proches, avec l'appui du parti Kadima et de plusieurs députés du parti Travailleuse qui ont voté pour qu'on réduise au silence plus de 160.000 citoyens israéliens, les journalistes se sont empressés de déclarer que cette décision ne résisterait évidemment pas à l'examen par la Cour suprême.

La haute cour de justice, comme toute autre cour constitutionnelle ailleurs dans le monde, a pour objectif la défense des valeurs communes de la société, l'accord constitutionnel sur lequel se fonde l'Etat.

Dans le cas d'Israël, il s'agit de la définition de l'Etat comme Etat juif et démocratique.

La Cour suprême a effectivement pris un certain nombre de décisions de justice par lesquelles elle faisait pencher la balance en faveur de la démocratie mais toujours dans le cadre et dans la préservation de la définition de l'Etat comme Etat juif. Grâce à ces décisions de justice, qui sont une insulte au pauvre comme l'ont indiqué toutes les organisations des droits de l'homme, la Cour suprême donne à Israël une physionomie démocratique aux yeux de la population israélienne et mondiale, et habilite le véritable caractère de l'Etat d'Israël qui est de plus en plus l'état-nation juif raciste et de moins en moins un Etat démocratique égalitaire.

Afin de concrétiser la vision à laquelle sont associés les deux partis interdits de participation aux élections, la vision d'un Etat démocratique dans lequel l'ensemble des citoyens partage les droits et les ressources d'une manière égale, il faut cesser d'éteindre les incendies avec l'aide de la Cour suprême. Il faut amener la population, en Israël, à faire un vrai choix moral entre racisme et démocratie et non comme il a été fait jusqu'à présent : l'acceptation d'un compromis basé sur un tour de passe-passe au terme duquel un Etat juif et démocratique, avec la Cour suprême pour porte-bannière est un oxymore viable.

Il faut clarifier les règles du jeu politique et adopter une position idéologique claire : l'Etat d'Israël peut être soit un Etat juif (nationaliste) soit un Etat démocratique (égalitaire), mais pas les deux. Et en attendant, il faudrait cesser de faire appel à la Cour suprême.

Sharon Weil

Haokets, 18 janvier 2009

www.haokets.org

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

2-11 Ban réclame 613 millions de dollars pour aider Gaza.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé jeudi un appel de 613 millions de dollars pour couvrir les besoins humanitaires à Gaza, qui sort de trois semaines de combats entre l'armée israélienne et le mouvement palestinien Hamas.

La population civile a beaucoup souffert pendant les opérations militaires qui ont duré trois semaines. Plus d'un tiers des 6.600 morts et blessés étaient des enfants et des femmes », a souligné M. Ban lors d'une conférence de presse avec le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, John Holmes, en marge du Forum économique mondial à Davos (Suisse).

« Une aide est vraiment nécessaire de manière urgente : de la nourriture, de l'eau, des abris, des médicaments, la restauration des services de base. Partout où je suis allé, j'ai constaté que les besoins humanitaires étaient importants. La population était déjà affaiblie en raison de nombreux mois de restrictions », a-t-il ajouté. Le Secrétaire général s'est rendu à Gaza la semaine dernière après l'annonce d'un cessez-le-feu par Israël et le Hamas.

« C'est pourquoi l'Appel pour Gaza que nous annonçons aujourd'hui est si important. Avec ces 613 millions de dollars, les Nations Unies et les autres agences humanitaires peuvent agir pour aider les 1,4 million de civils dans la bande de Gaza à reconstruire leurs vies », a dit M. Ban.

Selon lui, en répondant à cet appel, les donateurs internationaux permettront aux agences humanitaires de distribuer de la nourriture et de l'eau, de fournir des abris et des services en matière de santé et d'éducation, de

dégager les décombres, de retirer les engins non explosés, de financer les réparations des infrastructures et de fournir une aide psychologique aux victimes.

Interrogé par un journaliste sur le récent incident à Rafah, le Secrétaire général a rappelé que cet incident "qui a eu lieu il y a deux jours montre clairement que le cessez-le-feu est très fragile". "C'est pourquoi ce cessez-le-feu doit être transformé en un cessez-le-feu permanent qui puisse être respecté par toutes les parties impliquées", a-t-il ajouté.

Centre d'actualités de l'ONU 30/1

2-12 Nadine Rosa-Rosso : La gauche et l'appui à la résistance.

Intervention au Forum international de Beyrouth pour la résistance, l'anti-impérialisme, la solidarité des peuples et les alternatives, le 17 janvier 2009

La question clé de ce forum est celle de l'appui aux résistances à l'impérialisme, partout dans le monde. En tant que militante communiste belge indépendante, je voudrais aborder uniquement le problème de la gauche européenne sur cette question.

Les manifestations massives dans les capitales et les grandes villes européennes pour soutenir le peuple de Gaza viennent de mettre encore une fois en évidence le problème central : la toute grande majorité de la gauche, y compris les communistes, accepte de soutenir le peuple de Gaza face à l'agression israélienne mais refuse de soutenir ses expressions politiques, comme le Hamas en Palestine ou le Hezbollah au Liban. Non seulement la gauche ne les soutient pas, mais elle les dénonce et les combat. Son soutien au peuple de Gaza se situe sur le plan humanitaire et non sur le plan politique. (...)

Pourquoi la gauche et l'extrême gauche mobilisent si peu ? Et pour être plus clair, la gauche et l'extrême gauche sont-elles encore capables de mobiliser sur ces questions ?

Le problème était déjà évident lors de l'invasion israélienne du Liban à l'été 2006. Je voudrais citer ici un Israélien antisioniste, qui a trouvé refuge à Londres, le musicien de jazz Gilad Atzmon, et qui disait déjà, six mois avant l'invasion : « Depuis pas mal de temps, il est très clair que l'idéologie de gauche se débat désespérément pour trouver sa voie au milieu de la bataille en train d'émerger entre l'Occident et le Moyen-Orient. Les paramètres de ce qu'il est convenu d'appeler le "clash entre civilisations" sont si clairement en place que le militant de gauche "rationnel" et "athée" est à coup sûr condamné à se retrouver plus près de Donald Rumsfeld que d'un religieux musulman ». (...)

J'ai toujours été athée et je le reste mais je ne suis pas du tout étonnée de la montée des sentiments religieux dans les peuples. Dans le monde d'aujourd'hui, la plupart des hommes politiques, y compris de la gauche, aiment proclamer leur impuissance : ils ne peuvent rien contre la supériorité militaire des Etats-Unis, ils ne peuvent rien, ou presque, contre les spéculations financières et la logique du profit qui ruinent, affament et tuent des milliards d'êtres humains sur cette planète. Tout cela, c'est « la main invisible du marché ». Mais quelle différence y a-t-il entre une « main invisible » et « l'intervention divine » ? La seule différence, c'est que la théorie de la « main invisible » désarme totalement les masses dans leur soif de justice sociale et économique et que « l'intervention divine » semble souvent les aider à tenir bon et à résister. Que cela nous plaise ou nous déplaise, ce n'est pas en crachant sur des milliards d'être humains que nous allons nous rapprocher d'eux.

La gauche fait exactement la même chose que ce qu'elle reproche aux islamistes : elle n'analyse la situation qu'en termes religieux. Elle refuse d'entendre les propos religieux comme « une protestation contre la misère ».

Journal du Camp Anti-impérialiste

Voir l'intervention en entier:

http://www.antiimperialista.org/index.php?option=com_content&task=view&id=5974&Itemid=136

2-13 Un monde post-américain ?

La situation internationale après l'ascension de Barack Obama

C'est à cause de la crise systémique où le capitalisme américain a précipité -- et qui aura des effets profonds et de longue durée concernant le système de relations internationales tout entier -- que le président élu Barack Obama ne pourra pas laisser en second plan la politique internationale.

Bien que dans les années finales du XX siècle une poignée d'états nouveaux aient accédé au rang de nations impérialistes incipientes ou de nations sub-impérialistes, les Etats-Unis restent la seule puissance omni-dimensionnelle, c'est-à-dire qu'ils représentent la première puissance mondiale dans le domaine militaire, industriel, agricole, culturel, techno-scientifique et financier. Ils voudront maintenir coûte que coûte leur suprématie, et essayeront d'étaler et de décharger les coûts de la crise sur le reste du monde, qui pour cette raison est en train d'entrer dans une période historique de très haute instabilité qui pourrait aboutir en une période de guerre ouverte étendue, prolongée et pluri-dimensionnelle.

Journal du Camp Anti-impérialiste

Voir la résolution en entier:

http://www.antiimperialista.org/index.php?option=com_content&task=view&id=5948&Itemid=136

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Michel Chossudovsky : L'invasion de Gaza : L'opération «Plomb durci» fait partie d'une vaste opération des renseignements militaires israéliens.

doivent être analysés dans un contexte historique. L'opération «Plomb durci» est une entreprise soigneusement planifiée, qui fait partie d'un vaste échancier des services de renseignements israéliens qui a été formulé pour la première fois par le gouvernement du premier ministre Ariel Sharon, en 2001 : *«Des sources de la Défense ont déclaré que le ministre de la Défense Ehoud Barak a demandé aux forces israéliennes de défense de se préparer pour cette opération il y a plus de six mois, bien qu'Israël ait commencé à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas.»* (Barak Ravid, Operation "Cast Lead" : Israeli Air Force strike followed months of planning, Haaretz, 27 décembre 2008)

C'est Israël qui a rompu la trêve le 4 novembre 2008, jour de l'élection présidentielle aux États-Unis :

« Israël a utilisé cette diversion pour rompre le cessez-le-feu avec le Hamas, en bombardant la bande de Gaza. Israël prétend que cette violation du cessez-le-feu visait à empêcher le Hamas de creuser des tunnels vers le territoire israélien.

Le jour suivant, Israël déclenchait un siège de terreur sur Gaza, coupant l'approvisionnement en vivres, en carburant, en médicaments et autres produits de première, dans une tentative de « soumettre » les Palestiniens tout en se livrant, au même moment, à des incursions armées.

En réponse, le Hamas et d'autres à Gaza recoururent à nouveau à des tirs de roquettes rudimentaires, artisanales et souvent imprécises, sur Israël. Durant les sept dernières années, ces roquettes ont causé la mort de 17 Israéliens. Pendant la même période, les attaques des guerres-éclair israéliennes ont tué des milliers de Palestiniens, provoquant des protestations au niveau mondial mais face auxquelles les Nations Unies sont restées sourdes. » (Shamus Cooke, The Massacre in Palestine and the Threat of a Wider War/Le massacre en Palestine et la menace d'une guerre plus vaste, Global Research, Décembre 2008).

Un désastre humanitaire planifié

Le 8 décembre 2008, le Secrétaire d'État adjoint aux États-Unis, John Negroponte, se trouvait à Tel Aviv pour des discussions avec ses homologues israéliens y compris le directeur du Mossad, Meir Dagan.

L'opération «Plomb durci» a commencé deux jours après Noël. Elle s'accompagnait d'une campagne soigneusement conçue de relations publiques internationales sous les auspices du ministre des Affaires étrangères d'Israël.

Les cibles militaires du Hamas ne sont pas les objectifs principaux de l'opération. L'opération « Plomb durci » est destinée, de façon tout à fait délibérée, à causer des victimes civiles.

Nous avons affaire à un «désastre humanitaire planifié» à Gaza, dans une zone urbaine très peuplée. (voir la carte ci-dessous).

L'objectif à long terme de ce programme, comme l'ont formulé les responsables israéliens est l'expulsion des Palestiniens des terres palestiniennes :

« Terroriser la population civile, assurer une destruction maximale de leurs biens et des ressources culturelles... La vie quotidienne des Palestiniens doit être rendue insupportable : ils doivent être enfermés dans les villes, empêchés d'exercer une vie économique normale, coupés de leurs lieux de travail, des écoles et des hôpitaux, ce qui favorisera l'émigration et affaiblira la résistance contre les futures expulsions » Ur Shlonsky, cité par Ghali Hassan, Gaza : The World's Largest Prison/ Gaza : la plus grande prison du monde, Global Research, 2005).

L'opération «Vengeance justifiée»

Un tournant a été franchi. L'opération «Plomb durci» fait partie d'une vaste opération des renseignements militaires, initiée au départ par le gouvernement d'Ariel Sharon, en 2001. C'est pendant l'opération «Vengeance justifiée» de Sharon que des avions de combat F-16 furent initialement utilisés pour bombarder des villes palestiniennes. L'opération «Vengeance justifiée » fut présentée en juillet 2001 au gouvernement israélien d'Ariel Sharon par Shaul Mofaz, alors chef d'état-major des forces de défense israélienne, sous le nom «Destruction de l'Autorité palestinienne et désarmement de toutes les forces armées».

« Un plan de réserve, au nom de code opération «Vengeance Justifiée» a été établi en juin dernier (2001) afin de réoccuper toute la Cisjordanie et éventuellement la bande de Gaza au prix éventuel de «centaines » de victimes israéliennes.» (Washington Times, 19 mars 2002).

Selon le Jane's Foreign Report (numéro du 12 juillet 2001), l'armée israélienne sous le gouvernement Sharon a réactualisé ses plans en vue d'un « assaut total pour détruire l'Autorité palestinienne , éliminer son dirigeant Yasser Arafat et tuer ou neutraliser son armée».

«Justification du bain de sang»

La « justification du bain de sang » était une composante essentielle de l'échéancier opérationnel militaire et de renseignements. La mort de civils palestiniens était justifiée par des « motifs humanitaires ». Les opérations militaires israéliennes étaient soigneusement calculées pour coïncider avec les attaques suicides :

« L'assaut serait donné, à la discrétion du gouvernement, à la suite d'un attentat-suicide de grande ampleur en Israël, causant de nombreux morts et blessés, ce bain de sang constituant une justification. » (Tanya Reinhart, [Evil Unleashed, Israel's move to destroy the Palestinian Authority is a calculated plan, long in the making](#), Global Research, December 2001, souligné par moi, MC).

Le plan Dagan

L'opération «Vengeance justifiée» désignait également le «Plan Dagan», qui porte le nom de son auteur, le Général [ER] Meir Dagan, qui dirige actuellement le Mossad, les services de renseignements israélien. Le général de réserve Meir Dagan était le conseiller pour la sécurité de Sharon pendant sa campagne électorale en 2000. Il semble que le plan ait été élaboré avant l'élection de Sharon comme premier ministre, en février 2001. « Selon l'article d'Alex Fishman dans le quotidien israélien Yediot Aharonot, le Plan Dagan consistait à détruire l'Autorité palestinienne et à mettre Yasser Arafat « hors jeu ». » (Ellis Shulman, Operation Justified Vengeance": a Secret Plan to Destroy the Palestinian Authority, mars 2001) :

« Comme signalé dans le Foreign Report (Jane's) et révélé localement par le quotidien Maariv, le plan d'invasion d'Israël – d'après certaines informations, surnommé Vengeance justifiée – **serait lancé immédiatement après le prochain attentat-suicide causant de nombreuses victimes, durerait environ un mois et aurait pour résultat la mort de centaines d'Israéliens et de milliers de Palestiniens.** » (ibid, souligné par moi, MC).

Le «Plan Dagan» prévoyait la soi-disant «cantonisation» des territoires palestiniens par laquelle la Cisjordanie et Gaza seraient complètement coupées l'une de l'autre, avec des «gouvernements» séparés dans chacun des territoires. C'est selon ce scénario, prévu depuis 2001, qu'Israël aurait :

« négocié séparément avec les forces palestiniennes dominantes dans chaque territoire – les forces palestiniennes responsables de la sécurité, des renseignements et même pour le Tanzim (Fatah). « Le plan ressemble donc beaucoup à l'idée de « cantonisation » des territoires palestiniens, émise par certains ministres. » Sylvain Cypel, *The infamous Dagan Plan Sharon's plan for getting rid of Arafat* – Le Monde, 17 décembre 2001. Le Plan Dagan a établi une continuité dans l'échéancier opérationnel. A la veille des élections de 2000, Meir Dagan fut affecté à un rôle important. « Il devint «l'intermédiaire» de Sharon, en ce qui concerne les problèmes de sécurité, avec les envoyés spéciaux du Président Bush, Zinni et Mitchell ». Il fut par la suite nommé directeur du Mossad par le premier ministre Ariel Sharon, en août 2002. Après la période Sharon, il demeura à la tête du Mossad. Il fut reconduit dans sa position de directeur des renseignements israéliens par le premier ministre Ehoud Olmert, en juin 2008.

Meir Dagan, en coordination avec ses homologues étatsuniens, a eu en charge plusieurs opérations de renseignements militaires. Il est intéressant de noter que Meir Dagan, en tant que jeune colonel, a travaillé étroitement avec le ministre de la Défense, Ariel Sharon, lors des attaques sur les camps palestiniens à Beyrouth en 1982. L'invasion terrestre de 2009, à bien des égards, ressemble à l'opération militaire de 1982, conduite par Sharon et Dagan.

La continuité de Sharon à Olmert

Il est important de se concentrer sur un certain nombre d'événements clefs qui ont conduit aux massacres à Gaza lors de l'opération «plomb durci» :

1. L'assassinat de Yasser Arafat en novembre 2004

Cet assassinat était prévu depuis 1996 avec l'opération connue sous le nom de code « Champs d'épines ». Selon un document datant d'octobre 2000 « élaboré par les services de sécurité, à la demande d'Ehoud Barak, alors premier ministre, qui affirmait que «la personne d'Arafat constitue une grave menace pour la sécurité de l'État (d'Israël) et le préjudice que causera sa disparition est moindre que celui causé par son existence ». (Tanya Reinhart, [Evil Unleashed, Israel's move to destroy the Palestinian Authority is a calculated plan, long in the making](#), Global Research, décembre 2001. Des extraits de ce document ont été publiés par le quotidien Ma'ariv en date du 6 juillet 2001).

L'assassinat d'Arafat fut ordonné en 2003 par le cabinet israélien. Il fut approuvé par les États-Unis qui opposèrent leur veto à la résolution de sécurité des Nations Unies condamnant la décision de 2003 du cabinet israélien. Réagissant aux attaques palestiniennes en augmentation, en août 2003, Shaul Mofaz, le ministre de la Défense israélienne déclara "la guerre totale" aux militants qu'il jura de "détruire".

« À la mi-septembre, le gouvernement israélien émit une loi pour se débarrasser d'Arafat. Le cabinet israélien pour les affaires de politique sécuritaire déclara qu'il s'agissait d'une « décision d'éliminer Arafat en tant qu'obstacle à la paix. » Mofaz menaça : « Nous choisirons la meilleure façon et le meilleur moment pour tuer Arafat. » Le ministre palestinien, Saeb Erekat déclara sur CNN qu'il pensait qu'Arafat était la prochaine cible. CNN demanda au porte-parole de Sharon, Ra'anana Gissan si le vote signifiait l'expulsion d'Arafat. Gissan précisa « le vote ne signifie pas cela ». Le Cabinet a décidé aujourd'hui de supprimer cet obstacle. Le moment, la méthode, la manière dont cela se déroulera seront décidés séparément et les services de sécurité surveilleront la situation et donneront leurs recommandations pour agir de façon appropriée. » (voir l'article de Trish Shuh, Road Map for a Decease Plan, [Mehrnews.com](#) du 9 novembre 2005.

L'assassinat d'Arafat faisait partie du Plan Dagan de 2001. Selon toute probabilité, il a été mené par les services secrets israéliens. Il était destiné à détruire l'Autorité palestinienne, à alimenter les divisions au sein du Fatah ainsi qu'entre le Fatah et le Hamas. Mahmoud Abbas est un *quisling* palestinien. Il a été installé à la tête du Fatah, avec l'approbation d'Israël et des États-Unis, qui financent les forces paramilitaires et de sécurité de l'Autorité palestinienne.

2. Le retrait de toutes les colonies israéliennes de la bande de Gaza, sous les ordres du premier ministre Ariel Sharon en 2005. Plus de 7000 colons juifs furent délocalisés.

« Mon intention (Sharon) est de mener une évacuation – pardon, une relocalisation – des colonies, sources de problèmes et des lieux qui ne seront de toutes façons, pas retenus dans les accords définitifs, comme les colonies de Gaza... Je pars du principe que dans l'avenir, n'y aura plus de Juifs à Gaza, » a déclaré Sharon ([CBC, March 2004](#)).

La question des colonies à Gaza a été présentée dans le cadre de la « feuille de route pour la paix » de Washington. Célébrée par les Palestiniens comme une « victoire », cette mesure n'était pas dirigée contre les colons juifs. Bien au contraire : cette mesure faisait partie d'une opération secrète globale, qui consistait à transformer Gaza en un camp de concentration. Tant que les colons juifs vivaient à l'intérieur de Gaza, l'objectif de maintenir un vaste territoire prison entièrement verrouillé ne pouvait pas être achevé. La mise en application de l'opération « Plomb durci » nécessitait qu'il n'y ait plus de Juifs à Gaza ».

3. **La construction de l'infâme mur de l'apartheid** a été décidée dès le début du gouvernement Sharon (voir la carte ci-dessous)

4. La prochaine étape était la **victoire électorale du Hamas en janvier 2006**. Sans Arafat, les chefs des renseignements militaires israéliens savaient que le Fatah sous Mahmoud Abbas perdrait les élections. Tout ceci faisait partie du scénario qui avait été envisagé et élaboré de longue date.

Avec le Hamas à la tête de l'Autorité palestinienne, se servant du prétexte que le Hamas est une organisation terroriste, Israël pourrait mener son projet de « cantonisation » énoncé dans le Plan Dagan. Le Fatah sous Mahmoud Abbas demeurerait officiellement responsable en Cisjordanie. Le gouvernement du Hamas, dûment élu, serait confiné dans la bande de Gaza.

L'offensive terrestre sur Gaza

Le 3 janvier 2009, les chars et l'infanterie israéliens sont entrés dans Gaza pour une offensive totale sur le terrain :

« L'opération terrestre a été précédée de quelques heures par des tirs d'artillerie lourde à la tombée de la nuit, faisant exploser les cibles et embrasant le ciel. Des fusils mitrailleurs ont crépité tandis que des balles traçantes brillaient et lançaient des éclairs à travers l'obscurité et que l'explosion de centaines d'obus émettait des traînées de feu. » (AP, 3 janvier 2009).

Des sources israéliennes ont indiqué qu'ils s'engageaient dans une opération militaire de longue durée. « Ce ne sera pas facile et ce ne sera pas bref », a indiqué le ministre de la Défense, Ehoud Barak, lors d'une allocution télévisée.

Israël ne cherche pas à forcer le Hamas « à coopérer ». Nous avons affaire ici à une mise en application du « Plan Dagan » comme il a été formulé à l'origine en 2001 et qui appelait à :

« Une invasion du territoire contrôlé par les Palestiniens par environ 30 000 soldats israéliens, avec la mission clairement définie de détruire l'infrastructure des dirigeants palestiniens, de récupérer l'arsenal actuellement en possession des différentes forces palestiniennes et d'expulser ou de tuer ses dirigeants militaires. (Ellis Shulman, op cit, surlignement ajouté).

La question plus étendue est de savoir si Israël, en concertation avec Washington, a l'intention de déclencher une guerre plus vaste.

Si les Israéliens ouvraient les frontières pour permettre un exode de la population, des expulsions de masse pourraient se produire ultérieurement lors de l'invasion terrestre, . Ariel Sharon désignait l'expulsion comme « une solution dans le style de 1948 ». Pour Sharon, « il est indispensable de trouver un autre État pour les Palestiniens. « La Palestine, c'est la Jordanie », était la phrase forgée par Sharon. » (Tanya Reinhart, déjà citée).

Michel Chossudovsky

27 janvier

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=12050>

3-2 Ramzy Baroud : Briser la volonté de Gaza ? Un fantasme israélien...

« La liberté ou la mort » est un mot d'ordre palestinien populaire. Ce ne sont pas simplement des mots, mais une loi pour laquelle les Palestiniens vivent et meurent. Gaza en est la preuve et les dirigeants israéliens ont encore à le comprendre.

Mon petit garçon de 3 ans, Sammy, est entré sans y être invité dans la pièce où j'étais, alors que je triais une nouvelle série de photos récentes de Gaza.

J'étais à la recherche d'une photo précise, une qui humaniserait les Palestiniens en les montrant dans leur vie de tous les jours, comme des êtres humains normaux, ni masqués ni mutilés. Mais c'était en vain.

Toutes les photos que j'avais reçues parlaient de la réalité qui est celle de Gaza aujourd'hui, de maisons, d'écoles et infrastructures civiles bombardées au delà de ce qui est descriptible. Tous les visages étaient des visages de personnes mortes ou mourantes.

J'ai marqué un temps d'arrêt en tombant sur une photo effroyable montrant les corps d'un jeune garçon et de sa sœur déposés sur un simple chariot à hôpital, attendant d'être identifiés puis enterrés. Leurs visages étaient noircis comme s'ils l'avaient été au charbon de bois et leurs yeux sans vie étaient encore agrandis par l'horreur qu'ils avaient éprouvée alors qu'ils étaient lentement brûlés par un obus au phosphore blanc.

C'était juste au moment où Sammy est entré dans la pièce où j'étais, cherchant partout un jouet manquant.

« Qu'est-ce que c'est, papa ? » a-t-il voulu savoir.

Je me suis dépêché de cliquer sur cette terrifiante image, mais uniquement pour me retrouver face à une autre, non moins choquante. Fébrile, j'ai éteint l'écran, puis je me suis tourné vers mon fils alors qu'il restait perplexe. Ses yeux bougeaient avec curiosité tandis qu'il essayait de donner un sens à ce qu'il venait de voir.

Il avait besoin de savoir au sujet de ces enfants dont les petits corps avaient été brûlés au point de ne plus être reconnaissables.

« Où sont leurs mamans et papas ? Pourquoi sont-ils tous tellement brûlés ? »

Je lui ai expliqué qu'ils sont Palestiniens, qu'ils avaient été « un peu » blessés et que leurs « mamans et papas seront bientôt de retour ».

La réalité est que ces enfants, et des milliers d'autres comme eux dans la bande de Gaza, ont connu la douleur la plus profonde, une douleur que de toute notre vie nous ne pourrions jamais comprendre.

« Je pense que la bande de Gaza est maintenant utilisée comme laboratoire d'essai pour de nouvelles armes », a déclaré à Oslo Mads Gilbert, un médecin norvégien qui a quitté il y a peu de temps la bande de Gaza.

« Il s'agit d'une nouvelle génération de petits engins très puissants qui explosent avec une grande puissance, laquelle se dissipe ensuite dans une zone de cinq à 10 mètres. »

« Nous n'avons pas pu voir les blessures des victimes touchées directement par ces bombes, car elles sont anormalement mises en pièces et ne survivent pas, mais nous avons constaté un grand nombre de très graves amputations. »

Ces armes terribles sont connues sous le nom de DIME (Dense Inert Metal Explosives), une sorte d'explosif expérimental, mais une arme seulement parmi la série des nouvelles armes qu'Israël a utilisées dans la bande de Gaza, la zone au monde la plus densément peuplée.

Israël ne pouvait trouver de meilleur endroit pour expérimenter les DIME ou l'utilisation du phosphore blanc que les zones d'habitations civiles dans la bande de Gaza.

Les habitants laissés sans secours dans le territoire ont été simplement niés. Le pouvoir des médias, les politiques de coercition, d'intimidation et de manipulation ont diabolisé cette nation emprisonnée et luttant pour sa vie dans les minuscules espaces qui représentent tout ce qui reste de leur terre.

Il n'est pas étonnant qu'Israël ait refusé de tolérer la présence de journalistes étrangers dans la petite enclave et ait bombardé sans aucune honte ce qui restait de présence internationale dans Gaza.

Aussi longtemps qu'il n'y aura pas de témoins des crimes de guerre commis dans la bande de Gaza, Israël est convaincu qu'il pourra continuer de vendre au reste du monde le même produit selon lequel il est comme toujours la victime, celui qui a été terrorisé et, assez étrangement, celui qui a été diabolisé.

Le Jerusalem Post a cité le 15 janvier dernier les propos de Tzipi Livni, ministre israélienne des Affaires étrangères.

« Livni a déclaré qu'il s'agissait de temps difficiles pour Israël, mais que le gouvernement avait été contraint d'agir dans la bande de Gaza en vue de protéger les citoyens israéliens. »

« Elle a ajouté que la bande de Gaza était gouvernée par un régime terroriste et qu'Israël devait dialoguer avec les modérés en même temps que lutter contre le terrorisme ».

Le même genre de message a été envoyé par le premier ministre israélien Ehud Olmert, alors qu'il annonçait le 17 Janvier le cessez-le-feu [israélien] unilatéral.

Aucune importance que le « régime terroriste » ait été démocratiquement élu et ait respecté un accord de cessez-le-feu avec Israël durant six mois, sans rien recevoir en retour si ce n'est un siège meurtrier ponctué de meurtres et destructions.

Livni n'est pas aussi perspicace et astucieuse que les médias américains l'imaginent. Ehud Barak avec ses propos si abrupts et Mark Regev avec sa face rigide ne sont pas vraiment convaincants dans le rôle de sains d'esprit. Leur logique est tordue et ne passerait pas le test de la santé mentale.

Mais ils ont un accès illimité aux médias, où ils ne sont jamais remis en cause par les journalistes qui savent bien que la protection de leurs concitoyens ne nécessite pas de violer les lois internationales et humanitaires, ni que l'on prenne pour cible les travailleurs médicaux, ni que des tireurs embusqués tirent sur des enfants et que soient démolies des maisons avec des familles entières piégées à l'intérieur. La sécurité de vos frontières ne nécessite pas d'emprisonner et de faire mourir de faim vos voisins et de transformer leurs maisons en tas de décombres fumants.

Olmert veut « briser la volonté » du Hamas, c'est-à-dire celle des Palestiniens, et ce depuis que le gouvernement du Hamas a été élu et soutenu par la majorité du peuple palestinien.

Soixante ans de souffrance et pour survivre ne sont-ils pas suffisants pour convaincre Olmert que la volonté des Palestiniens ne peut pas être brisée ? Combien de tas de décombres et de corps mutilés faudra-t-il encore pour convaincre le premier ministre [israélien] que les peuples qui luttent pour leur liberté seront soit libres soit seront prêts à mourir ?

Le politicien d'extrême droite Avigdor Lieberman, une étoile montante en Israël, n'est pas encore convaincu. Il estime que davantage peut être fait pour « sécuriser » son pays qui a été créé en 1948 sur les ruines des villes et villages palestiniens détruits. Il a un plan.

« Nous devons continuer à lutter contre le Hamas, comme les États-Unis l'on fait avec les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale », a déclaré le chef parti Yisrael Beitenu de l'opposition ultra-nationaliste.

En lecteur sélectif de l'histoire, Lieberman ne peut que penser aux bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945. Mais autre chose s'est passé durant ces années et que Lieberman a soigneusement omis.

Cela s'appelle l'holocauste, un terme que nous sommes de plus en plus nombreux à utiliser pour décrire les massacres israéliens dans la bande de Gaza.

Il est étrange que les idées les plus répandues en Israël imposent encore que « les Arabes ne comprennent que le langage de la force » Si cela était vrai, alors ils auraient concédé leurs droits après les premiers massacres en 1948. Mais après plus de 60 années saturées de massacres, anciens et nouveaux, ils continuent de résister. « La liberté ou la mort » est un mot d'ordre palestinien populaire. Ce ne sont pas simplement des mots, mais une loi pour laquelle les Palestiniens vivent et meurent. Gaza en est la preuve et les dirigeants israéliens ont encore à le comprendre.

Mon fils a insisté. « Pourquoi les Palestiniens sont-ils tout le temps couverts de fumée, papa ? »
"Quand tu grandiras, tu comprendras."

Ramzy Baroud

(*) Ramzy Baroud est l'auteur de "The Second Palestinian Intifada : A Chronicle of a People's Struggle" et rédacteur en chef de "PalestineChronicle.com"

Communiqué par l'auteur Traduction de l'anglais : Claude Zurbach

29 janvier 2009

3-3 Robert Bibeau : Vers la "paix " sans justice.

Les choses changent en Palestine occupée et colonisée. Il semble probant que les USA (Obama et la section du grand capital qu'il représente) ont décidé de créer deux États sur les terres de la Palestine du mandat britannique (voir la carte en annexe).

Ce sont des choses connues direz-vous. Ce qui a changé depuis l'agression israélienne contre Gaza, c'est que nous connaissons maintenant la tactique et la stratégie mise en place pour compléter ce méfait relativement rapidement.

L'objectif stratégique :

- 1) L'État sioniste d'Israël sera maintenue sur les terres volées aux palestiniens entre 1947 et 1967, incluant Jérusalem annexé illégalement par Israël (ajoutez quelques colonies comme celle d'Ariel, en banlieue de Jérusalem, pour lesquelles les israéliens rétrocéderont quelques terrains volés au nord de Gaza ou ailleurs autour de la Cisjordanie).
- 2) L'établissement de la fédération des Bantoustans de La République de Palestine sur la bande de Gaza et la Cisjordanie. Il se peut que les israéliens rétrocèdent quelques rues de Jérusalem Est aux palestiniens comme prix de consolation. Cela dépendra des difficultés de négociation avec le Hamas et de la majorité de Livni aux élections israéliennes. Elle ne devrait pas être trop forte cette majorité pour que la négociation demeure difficile. Si c'est Nétanyahou qui prend le pouvoir, ce sera pareil, mais en plus compliqué.
- 3) Une ligne de bases militaires israéliennes le long du Jourdain et de la Mer Morte afin de bloquer cette frontière en cas de nécessité, si les palestiniens résistent ou simplement font trop de tapage en Cisjordanie ou à Gaza sous protectorat ainsi que pour contrôler et s'accaparer l'eau du Jourdain.

La stratégie maintenant :

- a) Livni de Kadima serait leur personnage pour faire avaler la rétrocession de certaines colonies de Cisjordanie aux israéliens. Ceci sera présenté comme un sacrifice IMMENSE avec quasi guerre civile en Israël, quelques mutineries dans l'armée, et le reste de la mascarade des pleurs de ceux à qui on arrache la terre promise par Dieu au peuple élu. Du déjà vu à Gaza, rappelez-vous.
Devant cet immense sacrifice requis des israéliens, les palestiniens et le reste du monde ne doivent pas en exiger davantage. Par contre, les israéliens complètement discrédités et honni par le reste du monde doivent accepter ce «deal» suite aux bévues (massacres) commises à Gaza. En fait, ces massacres ont donné un sauf conduit au Hamas qui peut maintenant l'échangé contre une place au conseil de direction de la Palestine des bantoustans.
- b) Mustapha Barghouti serait l'homme pour faire avaler cette GRANDE VICTOIRE aux Palestiniens comprenant les 3 ou 4 rues de Jérusalem-Est rétrocédées afin de pouvoir dire que ces trois rues sont la capitale historique de la Palestine «libérée» (sous protectorat israélien).
- c) Ils discuteront probablement avec le Hamas d'ici quelques semaines, comme une faveur qu'ils lui accorderont pour sa bravoure et pour s'assurer de sa coopération, ce Hamas qu'ils ont saigné à Gaza et tué ou incarcéré en Cisjordanie. Ils discuteront pour le valider et pour lui faire accepter cette solution et obtenir son assistance afin d'éliminer le Jihad Islamique qui restera seul en résistance dans cette Palestine sous protectorat.
- d) Le droit de retour des réfugiés palestiniens de 1948 sera possible à l'intérieur de la bande de Gaza ou en Cisjordanie. La clause qui sera la plus difficile à faire accepter aux palestiniens.
- e) La trêve de 18 mois qu'Israël négocie avec le Hamas par l'entremise de l'Égypte sera à la fois un test pour savoir si le Hamas réussit à imposer le cessez le feu au Jihad islamique, s'il contrôle ses troupes et s'il s'avère un partenaire crédible et suffisamment souple dans les négociations.
- f) Si le Hamas accepte ces propositions, il pourra partager le pouvoir avec Mustapha Barghouti qui sort beaucoup moins discrédité que Abbas des massacres de Gaza (depuis le 9 janvier des élections sont requises à la présidence de l'Autorité palestinienne). Si le Hamas refuse, Gaza sera isolé sans tunnels cette fois et les portes de Rafah hermétiquement fermée par l'Égypte et le corps expéditionnaire français. Le vote d'indépendance ne serait pris qu'en Cisjordanie et Gaza entièrement isolée ne pourrait prétendre faire partie de la Palestine des bantoustans jusqu'à sa soumission. Et si les roquettes recommencent ?...Pas de danger, la leçon sadique et criminel a portée au moins pour plusieurs mois.

Tout ceci est transparent dans ce grand reportage fait à la chaîne CBS le 25 janvier dernier ne montrant pas beaucoup les destructions à Gaza, c'en serait trop pour les yeux et les oreilles des dames américaines, mais qui

montre le MUR, les frustrations des palestiniens soumis aux vexations des soldats israéliens occupants, les check-points, les routes de contournement, Jérusalem et les destructions de maisons palestiniennes, l'apartheid, les colonies juives et les hystériques qui s'y accrochent.

Émission 60 minutes à CBS le 25 janvier 2009 : <http://www.cbsnews.com/video/watch/?id=4752349n>

Tout est là dans ce reportage de la chaîne CBS. Observez bien au cours des prochaines semaines vous verrez de plus en plus de ces reportages, étonnant de vérité, une vérité qui a pourtant toujours été présente mais que la télé américaine puis occidentale se donneront le droit enfin d'exposer, afin de faire pression sur les israéliens. Il fallait placer de fervents amis d'Israël aux postes de commande du pouvoir américain pour imposer cette solution, puisque la solution du transfert de tout le peuple palestinien hors de Palestine n'est pas vraiment praticable. Comment réagira le peuple palestinien suite aux massacres et aux destructions à Gaza et après soixante et une années de siège, d'assassinats, de nettoyage ethnique, d'occupation et de colonisation ? Difficile de prévoir.

RobertBibeau

27 janvier 2009

<http://www.robertbibeau.ca:80/palestine/paix.html>

3-4 Daniel Vanhove : A Gaza, après les bombes, le droit international ?

Peu probable !

La *guerre sans merci* sur Gaza, initiée par un trio perdant composé de Ehud Olmert (démissionnaire pour présomption de corruptions), Tzipi Livni (incapable de former un nouveau gouvernement) et Ehud Barak (largué dans les sondages pré-électorales) a momentanément pris fin par l'évacuation de l'armée israélienne dont chacun pourra apprécier la morbidité dans le timing parfaitement ajusté sur la sortie de scène d'un autre perdant, en la personne de l'ex-président des USA, G. W. Bush. Quand on patauge dans l'infamie, aucun détail n'est fortuit... Le Secrétaire général des Nations Unies M. Ban Ki-Moon a profité de ce calme sans doute provisoire, pour mouiller sa chemise et voir autrement que par images, les dégâts inouïs provoqués par la technologie de pointe du monde dit civilisé. Rien de tel en effet, que se rendre sur le terrain et respirer l'odeur des cadavres en décomposition depuis des semaines sous les ruines, pour bien comprendre ce dont on pourra d'autant mieux parler par la suite.

Ainsi à Gaza, un fragile cessez-le-feu est en place. Pour les populations, exténuées par trois semaines de cauchemars, c'était vital. L'aide humanitaire a reçu l'autorisation de la puissance occupante, de reprendre ses convois, et le nombre de camions franchissant les points d'entrée de ce lambeau de terre laminée a sensiblement augmenté. Pour un peu, l'on pourrait croire être revenu à la case départ, et penser que cette monstrueuse agression n'a servi à rien. Ce serait une erreur, parce que, à y regarder de près, ce cessez-le-feu révèle qu'il repose sur un mauvais accord, qui risque fort de ne pas tenir, si ses conditions ne sont pas revues et corrigées rapidement. En effet, que prévoit-il ?

- le retrait des forces militaires israéliennes – qui se sont repositionnées aux frontières mêmes de la Bande de Gaza – pour autant qu'aucune roquette (souvenez-vous, c'était l'excuse de ce carnage) ne tombe sur leur territoire – l'étau reste donc aux portes de Gaza, prêt à se resserrer à la première occasion ;
- l'exigence de la fermeture définitive des tunnels qui permettent aux Gazaouis de s'approvisionner via l'Égypte en marchandises de première nécessité telles que, nourriture, médicaments, carburant, eau, cigarettes,... dont ils sont privés par le blocus meurtrier qu'Israël continue d'imposer depuis près de deux ans à l'ensemble de la population prise ainsi en otage ;
- et... la libération du soldat Shalit – dernier joker qui pourra encore servir, pour autant qu'il n'ait pas été écrasé sous les bombes de ses libérateurs...

En parallèle, comme l'ont souligné dans des discours toujours aussi lamentables que vides de toute équité, les chefs d'États européens en visite dans la région le week-end passé, ont déclaré être venus en force (il faut bien une telle troïka pour entendre leurs voix habituellement si fluettes) pour assurer Israël de leur soutien dans cette opération de gendarmerie (à ce niveau-là on peut leur faire confiance) du contrôle de ces maudits tunnels de contrebandiers. La frégate française *Germinal* est d'ailleurs annoncée dans les parages pour les prochaines heures. De la sorte, la France confirme ses priorités : son appui aux criminels de guerre israéliens avant même l'aide aux victimes demandée urgemment par les médecins qui dénoncent le manque absolu de moyens.

Pour enfoncer le clou, la vice-présidente du Conseil de l'UE, chargée de représenter l'Union dans ses relations extérieures, ancienne camarade de (feu) Jörg Haider du parti xénophobe et raciste d'extrême droite autrichien, la pro-israélienne acharnée Benita Ferrero-Waldner s'est empressée de rajouter que *l'aide de l'UE n'irait pas à Gaza tant que le Hamas serait au pouvoir*.

Le tout, sans oublier l'habituelle complicité criminelle de Condoleezza Rice à sa collègue Tzipi Livni, scellé une fois de plus par un dernier baiser télégénique qui aura permis à l'une de glisser à l'oreille de l'autre qu'un premier bateau d'une compagnie allemande (le *Wehr Elbe*) chargé de 989 containers remplis d'armes US était en route pour le port d'Ashdod – voir le rapport d'Amnesty international à ce sujet ([voir ici ...](#)).

L'asphyxie infligée à la population de Gaza se voit donc ainsi considérablement renforcée de plusieurs crans, appuyée de manière encore plus évidente par nos démocraties modèles. Et les munitions pour la prochaine déflagration sont acheminées vers Israël qui, soyons-en assurés, en fera un usage exemplaire, comme à son habitude...

Comment la population et les responsables palestiniens à Gaza, pourraient-ils accepter de telles conditions sans réagir !? Ainsi de tous ceux qui se définissent comme militants, par la même occasion ? Même le droit à se défendre de l'occupation par la lutte armée – droit reconnu explicitement par les Nations-Unies via la Résolution 2621 XXV du 12.10.1970 – leur est à présent, supprimé.

A bien écouter les arguties habituelles de la diplomatie israélienne, relayées par celles des Etats-Unis et de l'Europe complice, quel choix reste-t-il donc à la population palestinienne, tant en Cisjordanie qu'à Gaza ? Il se résume assez simplement pour tout observateur qui ne tombe pas dans la propagande de ces criminels en cols blancs, à deux options :

- soit, mourir lentement, par suffocation et asphyxie lente et programmée ;
- soit, être massacrée de suite par bombardement et armement sophistiqué.

En réalité, le peuple palestinien n'a pas d'autre choix. NOUS PERSISTONS A NE PAS LUI EN LAISSER D'AUTRE ! Ainsi, s'il semble que le Fatah de M. Abbas se soit résigné à la première option pour la Cisjordanie, la seconde a été le choix du Hamas pour Gaza.

Les choses poursuivent donc leur cours habituel et les affaires du monde continuent à tourner comme avant le dernier massacre auquel nous avons assistés, impuissants. Nous pourrions bien descendre encore dans les rues par centaines de milliers, le commerce des armes n'est pas interrompu par ces terrifiantes opérations militaires, que du contraire : les occupants voient même leur position renforcée, alimentés en armement et aidés dans leur étranglement de la population de Gaza par nos vertueux pays. L'essentiel de nos relations diplomatiques est ainsi sauvegardé, ce qui doit être très important pour nos économies occidentales en ces temps de crise financière.

De notre côté, nous pourrions continuer à jouer St. Nicolas en reconstruisant une fois encore – avec nos impôts – ce que l'armée israélienne soutenue par les USA, se fait un plaisir de démolir à chaque fois – sans payer – et dans le même temps et de manière très médiatisée assurer notre bon peuple que le plan *B-Fast* continuera à rapatrier quelques enfants blessés... peut-être par les armes mêmes que nous livrons à Israël. La boucle est bouclée : l'immonde déroule l'étendue de son ignominie, sans sourciller...

L'occupant n'a rien à craindre : nos démocraties exemplaires lui garantissent toujours *son droit à se défendre* de ces redoutables occupés. Et si ces derniers devaient manifester à nouveau quelque désir de velléités, probablement que les prochaines *représailles* seraient les bonnes, cette fois.

Quant au Droit international... chacun est prié de comprendre que ce n'est pas demain la veille !

Daniel Vanhove Observateur civil

26 janvier

> *Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruisez pas nos âmes* – 2004

> *La Démocratie mensonge* – 2008

Aux Ed. Marco Pietteur – Coll. Oser Dire

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Daniel_Vanhove.260109.htm

Source : ABP Liège

<http://abpliege.domainepublic.net/...>

3-5 Robert Fisk : L'Europe rit tandis que les Palestiniens pleurent leurs morts.

L'Europe rit en compagnie des assassins tandis que les Palestiniens pleurent leurs morts, et Mahmoud Abbas a fait un pas de plus sur la voie de l'humiliation en disant que la seule option pour les Arabes était de conclure la paix avec Israël, écrit Robert Fisk.

Olmert riait à gorge déployée. Silvio Berlusconi aussi, ses bras sur les épaules d'Olmert, jubilait et se tordait de rire ... - Photo : AP

La première page du quotidien de Beyrouth, As-Safir, a tout dit.

Le haut de la page était traversé par l'horrible photo du cadavre boursoufflé d'un Palestinien que l'on venait de découvrir dans les ruines de sa maison ; deux hommes de sa famille criaient, tordus de douleur.

En dessous, une photo deux fois moins grande sur laquelle on voyait les dirigeants israéliens et occidentaux plaisantant avec Ehud Olmert, le premier ministre israélien. Olmert riait à gorge déployée. Silvio Berlusconi aussi, ses bras sur les épaules d'Olmert, jubilait et se tordait - non pas de chagrin, mais de rire - et à la droite d'Olmert, il y avait Nicolas Sarkozy, le Français, affichant un de ses plus stupides sourires. Seuls la chancelière Merkel semblait comprendre l'effondrement moral. Pas de sourire allemand.

L'Europe rit tandis que les Palestiniens pleurent leurs morts. Pas étonnant que dans les rues de Beyrouth, les magasins fassent de bonnes affaires avec la vente de drapeaux et de foulards palestiniens. Il en est même certains, parmi les pires ennemis des Palestiniens au Liban, qui portaient le keffieh en signe de solidarité avec le peuple de Gaza. Constamment sur ses bulletins de nouvelles montrant les images de Palestiniens transportant les corps de leur morts en décomposition, la télévision Al-Jazeera affichait un bandeau : "plus de 1300 morts à Gaza dont 400 femmes et enfants et treize morts israéliens, dont trois civils ». Ces chiffres aussi racontaient tout. Toute la journée, les Arabes ont dû endurer le spectacle de leurs propres dirigeants paradant et posant devant les caméras au sommet arabe de Koweït où les rois et les présidents qui prétendent régner sur eux souriaient et serraient les mains et feignaient d'être unis derrière le peuple palestinien qu'ils ont si amèrement trahi. Même Mahmoud Abbas était là, le dirigeant sans pouvoir et impuissant de la " Palestine " - on devait se demander : où est-elle exactement ? - essayant de se donner de l'importance en se frottant à ses homologues mieux placés en queue de pie et en tunique.

Dérapant et glissant sur les corps de Gaza, cette assemblée suprême est peut-être digne de pitié. Que pouvait-elle faire d'autre ? Le roi saoudien Abdullah a promis £750,000 pour reconstruire Gaza ; mais combien de fois les Arabes et les Européens n'ont-ils pas donné de l'argent à Gaza pour la voir réduite en miettes par les tirs d'obus ? Il faut dire que les deux membres du Hamas encapuchonnés qui ont annoncé qu'ils avaient remporté une « victoire » dans les ruines de Gaza étaient à peine moins hypocrites. Ils n'avaient pas saisi qu'ils n'étaient pas le Hezbollah du Liban. Gaza n'était plus Beyrouth. Il semblait maintenant que Gaza fût Stalingrad. Mais quel uniforme s'imaginaient-ils porter au Hamas : allemand ou soviétique ?

"Israël doit comprendre" a dit le bon roi - comme si les Israéliens écoutaient- " qu'il n'aura pas toujours le choix entre la guerre et la paix et que l'initiative arabe (reconnaissance d'Israël en échange du retrait jusqu'aux frontières de 1967) présentée aujourd'hui ne sera pas toujours sur la table. Il savait que "œil pour œil... ne signifiait pas un œil contre toute une ville". Mais combien de fois - combien de corps faudra-t-il dégager des ruines - avant que les Saoudiens ne se rendent compte que le moment est passé ?

En 2002, les Israéliens avaient sèchement rejeté l'échange de la paix contre la terre, mais hier ils se sont dits brusquement intéressés. "Nous restons disposés à négocier avec tous nos voisins sur la base de cette initiative" a dit le porte-parole officiel israélien - comme s'ils n'avaient jamais rejeté la proposition arabe.

Le Président syrien, Bachar al-Assad, a bien entendu dit que l'initiative était morte à Qatar une semaine auparavant et a insisté pour qu'Israël soit déclaré "entité terroriste". Mais Mahmoud Abbas a fait un pas de plus dans l'humiliation en annonçant que la "seule option" pour les Arabes était de faire la paix avec Israël. C'étaient les "manques" des Arabes qui avaient conduit à l'échec de l'initiative arabe en 2002. Remarquez : pas le rejet par Israël. Non tout était la faute des Arabes. Et ceci venant du dirigeant de la "Palestine".

Pas étonnant que l'homme des Etats-Unis en Égypte - un certain Hosni Mubarak - ait ressassé le vieux slogan éculé "la paix au Moyen-Orient est un impératif qui ne peut pas être retardé". Et ensuite, l'Emir du Koweït a invité Bachar et Hosni et le roi Abdullah de Jordanie et l'autre roi Abdullah d'Arabie Saoudite à déjeuner pour mettre fin à leur querelle (menu inconnu).

Al-Jazeera a montré des corps de plus en plus décomposés tirés de dessous les poutres et le béton concassé alors que ces potentats parlaient de leurs petits différends. Aucun commentaire ne sied à cette mascarade.

Robert Fisk

Source: The Independent

25 janvier 2009

(tiré d'investig'ation)

3-6 Silvia Cattori : Le temps est venu d'appeler l'Etat terroriste d'Israël par son nom.

La sauvage agression israélienne qui a duré 22 jours, ôtant la vie à plus de 1500 Palestiniens, dont plus de 85 % étaient des civils, s'inscrit dans la longue chaîne d'assassinats et d'opérations d'épuration ethnique que les Palestiniens subissent au quotidien, de la part de la soldatesque israélienne, depuis 1948.

« Epuration ethnique », « génocide », politique «génocidaire », « camp de concentration », « exécutions sommaires », « pogroms », « holocauste », « ghetto », tous ces termes, abondamment utilisés par les médias quand il s'agissait de justifier la guerre de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie, sont-ils des termes tabous quand il s'agit de mettre Israël face aux crimes commis par ses troupes contre des civils, en violation du droit international et des Conventions de Genève ?

Force est de constater que, lors de ce carnage qui a provoqué la répulsion de millions de gens partout dans le monde, aucun média traditionnel n'a eu la décence d'appeler les choses par leur nom.

Combien de massacres l'armée israélienne pourra-t-elle encore perpétrer, dans cette région où elle est allée s'imposer par la force, avant que l'on ne qualifie enfin clairement ses agressions de génocidaires ?

Israël n'a en rien caché ses intentions homicides et les longs préparatifs qui ont conduit à ce gigantesque massacre. Pourtant, aucun média mainstream n'a daigné alerter l'opinion publique du fait troublant qu'en baptisant « Plomb durci » ce qui allait se révéler comme un des plus sinistres massacres des temps modernes, l'Etat d'Israël se référait à un texte de Haïm Nahman Bialik, qualifié de « *poète des pogroms* » [1].

Cela se dit, cela se sait : les rédactions occidentales, les journalistes qui couvrent le Moyen Orient en particulier, occultent tout ce qui peut déranger les intérêts stratégiques des grandes puissances.

Depuis 2001, l'opinion publique sait que les prétendus principes pour lesquels l'administration Bush et l'Union européenne s'étaient engagés dans la lutte dite « *anti-terroriste* » n'avaient rien à voir ni avec la morale, ni avec les exigences de justice ou la défense des libertés ; mais que les gouvernements occidentaux se servaient de ces principes pour s'en prendre aux musulmans, faire peur à leurs citoyens, et restreindre les libertés publiques.

Tout le monde peut observer que l'Etat d'Israël occupe une place à part, au-dessus de la loi commune, et que, dans les guerres et les conflits qui déchirent le Moyen Orient, nombre d'hommes et de femmes politiques et de journalistes cherchent à abuser l'opinion publique, et à aider Israël à camoufler ses crimes afin qu'il puisse continuer d'en commettre, impunément.

Le plus préoccupant est que ces journalistes et politiciens qui mentent sans vergogne et manipulent l'information pour innocenter Israël et justifier la poursuite de sa politique belliqueuse, agissent au vu et au su du monde, sans que cela ne suscite de réactions de la part des forces politiques ou des corporations de journalistes de leurs pays respectifs.

En France, le journaliste Alexandre Adler par exemple [2], calque manifestement ses prétendues analyses sur les thèses que les services attachés aux ambassades d'Israël répandent auprès des journalistes disposés à servir leurs intérêts [3].

Ce n'est donc pas M. Adler qui ira jamais éclairer l'opinion sur les buts réels des tournées effectuées par le président français Nicolas Sarkozy, et le Ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, au Moyen Orient, ou sur les raisons profondes de leur zèle à vouloir -durant la présidence européenne- faire entrer Israël dans l'Union Européenne ou l' « Union pour la Méditerranée ». Par contre, il répétera inlassablement que le Hamas est armé par l'Iran, sans en apporter jamais la moindre preuve, et que l'Iran est la plus grande menace pour le monde, parce que cela correspond à la propagande qu'Israël souhaite répandre. Ainsi, la menace réelle que représente Israël est toujours occultée pour être attribuée à ceux qui seront sa prochaine cible : le Hamas, l'Iran, ou la Syrie. Les citoyens ne sont plus des enfants de chœur. Ils ont dû se rendre à la triste évidence : que nombre de politiciens, journalistes, prétendus défenseurs des droits de l'homme, ont un parti pris communautaire, ne s'engagent pas de principes moraux et se montrent dépourvus de toute décence.

Cela peut être particulièrement bien compris et dénoncé grâce aux nouveaux médias. Ainsi, qui souhaite connaître la vérité peut savoir que M. Sarkozy n'est pas allé au Moyen Orient début janvier pour « *chercher un cessez-le-feu* », comme les journalistes aux ordres l'ont expliqué, mais pour aider Israël à éliminer le mouvement et le gouvernement légitimement élu du Hamas.

Quand, le 5 janvier 2009 par exemple, M. Sarkozy est allé faire sa tournée, ce n'était pas pour exiger d'Israël la cessation des bombardements qui ensanglantaient Gaza, mais pour faire traîner les choses, « *pour offrir à Israël une couverture européenne et pour lui permettre de poursuivre l'holocauste d'une population isolée, assiégée et affamée. Chaque jour, les éléments de la conspiration apparaissent un peu plus clairement* », s'indignait le journaliste arabe Abdel Bari Atwan qui, lui, n'a pas peur d'appeler un chat un chat [4].

Les femmes qui ont cru en l'humanité particulière des femmes en politique, doivent aujourd'hui plus que jamais déchanter et se tenir pour dit que leurs consœurs, une fois au pouvoir, ne sont ni moins lâches que leurs homologues masculins, ni plus sensibles qu'eux à la souffrance des femmes et des enfants que les missiles israéliens pulvérisent.

Nous avons plusieurs fois documenté les manquements de la Cheffe de la politique étrangère suisse, Mme Calmy-Rey [5]. Nous avons déploré la timidité de ses prises de position et que, elle n'ait jamais pris de véritables risques politiques susceptibles de mettre sa carrière en jeu, pour tenter de sauver des vies, et servir les exigences de justice.

Mais que dire alors de la Conseillère nationale Martine Brunschwig Graf [6], que les citoyens suisses ont vue, au 20ème jour de cette guerre sauvage, devant le palais du gouvernement fédéral à Berne, soutenir publiquement Israël lors d'une manifestation réunie à l'appel de la « Société Suisse-Israël » ? Ainsi, au moment même où l'Etat d'Israël jetait toute la population de Gaza dans l'effroi et la mort, son discours était tout entier consacré à la nécessité pour le monde d'assurer la sécurité d'Israël !

Plus révoltant encore pour cette population traumatisée qui se relevait à peine de ses blessures, fut d'entendre, le 21 janvier, la déclaration de la commissaire européenne chargée des Relations extérieures, Mme Benita Ferrero-Waldner.

Alors qu'il y a à Gaza cent mille personnes à la rue ou déplacées, privées de tout, qui attendent, entre agonie et espoir, des solutions urgentes, Mme Ferrero-Waldner n'a eu aucun scrupule à faire sienne la position du bourreau israélien et à affirmer que la reconstruction de bâtiments et d'infrastructures à Gaza ne « *débiterait que lorsque l'Union Européenne aurait un partenaire palestinien acceptable* », et que la confrontation du Hamas avec Israël « *était un obstacle aux perspectives d'une vie meilleure pour le peuple de Gaza* », et donc que le Hamas devait être écarté de la reconstruction de Gaza.

La population de Gaza a ainsi été avisée : si elle continue de soutenir le Hamas, élu pourtant démocratiquement en 2006, elle va devoir en payer le prix !

Outré par ces propos, l'intellectuel palestinien Omar Barghouti, s'est exclamé : « *Ce n'est pas que les personnalités officielles de l'Union Européenne soient particulièrement morales, dotées de principes ou de quelques décence humaine, mais Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne chargée des Relations extérieures, entrera peut-être dans l'histoire comme l'une des politiciennes européennes les plus répugnantes et racistes de tous les temps.*

A Gaza, l'Union Européenne - et nombres de personnalité politiques dans le monde - a non seulement perdu tout semblant d'engagement en faveur des droits de l'homme ou du droit international, mais elle s'est mise à rivaliser avec les Etats-Unis dans son mépris total à l'égard de populations arabes ravalées au rang d'humains de deuxième catégorie.

Il faut aussi noter, comme l'a montré l'échec du sommet arabe au Koweït, que les gouvernements d'Arabie Saoudite, d'Egypte - et l'Autorité Palestinienne de Ramallah - sont tous partie prenante du plan Etats-Unis - Union Européenne - Israël qui consiste à utiliser la reconstruction comme un moyen de chantage, pour parfaire tout ce que la force armée israélienne a finalement échoué à parachever : un « changement de régime » à Gaza et une soumission totale des Palestiniens à la volonté d'Israël. »

Toutes ces manœuvres politiques pour appuyer la volonté d'Israël et de ses alliés de continuer à faire du Fatah (le parti corrompu de Mahmoud Abbas), la « *clé pour organiser l'aide internationale* » selon Mme Ferrero-Waldner. Ce qui revient à donner raison aux criminels qui ont détruit Gaza et accusent le Hamas d'être « *responsable de sa destruction* ».

Au lendemain des massacres à Gaza, avec le dîner offert par M. Olmert à Jérusalem, que les leaders espagnol, allemand, italien, français, britannique et tchèque se sont apparemment complus à partager cordialement, les propos de Mme Ferrero-Waldner viennent couronner des années de complicité honteuse de l'Union Européenne avec la politique criminelle menée par Israël.

Rien - ni les centaines d'enfants mutilés à jamais, ni le fait que l'armée israélienne ait fait usage d'armes chimiques et radiotoxiques qui exposent la population de Gaza à des maladies graves et à des cancers - ne semble avoir particulièrement ému ou ébranlé ces femmes de fer, peu sensibles à la souffrance des Arabes et surtout soucieuses de la prétendue « sécurité » de l'Etat juif.

Il n'y a pas de démocratie quand les droits de l'homme sont à géométrie variable, lorsqu'il s'agit de punir les peuples qui ne votent pas pour les mouvements politiques que l'Occident veut leur imposer par la force, et de les empêcher de se soulever contre leurs bourreaux.

Tout cela doit nous appeler à réagir.

Seule la justice peut assurer aux êtres humains leur dignité. Il est temps que les membres d'associations et de partis manifestent publiquement leur dégoût et osent enfin dénoncer les dérives de ces responsables politiques qui mènent nos sociétés vers la loi de la jungle.

Alors qu'à Genève, le Conseil d'Etat interdit aux partis progressistes de manifester le 31 janvier (le jour même où les autorités suisses, s'apprêtent à accueillir le criminel de guerre Shimon Peres), le rapporteur de l'ONU pour les territoires palestiniens Richard Falk, ne s'est, lui, jamais compromis avec l'occupant. Le 22 janvier, il a encore accusé l'Etat d'Israël de commettre des « crimes de guerre » systématiques et déclaré que les habitants de Gaza assiégés rappelaient « les pires souvenirs du ghetto de Varsovie » [7]

D'autres (trop) rares personnalités, se sont également honorées, comme le Président de l'Assemblée de l'ONU Miguel d'Escoto Brockmann, en dénonçant sans compromis les crimes commis par Israël.

Il faut leur rendre hommage et suivre leur exemple.

Silvia Cattori

[1] Haïm Nahman Bialik est connu pour son poème « La ville du massacre », écrit après un pogrom qui avait entraîné la mort de quarante-neuf Juifs en 1903, en Russie. La guerre unilatérale israélienne contre Gaza de 2008-2009, a été lancée le jour de la fête juive de Hanouka. Elle a été baptisée « Plomb durci » en référence à un des contes de Haïm Nahman Bialik où il est question d'une toupie en plomb durci.

[2] Coqueluche des médias français, engagé dans la communauté juive, Alexandre Adler est un ardent défenseur de l'Etat juif d'Israël.

[3] Sur les techniques de manipulations utilisées dans chaque pays du monde par les services de propagande israéliens, le journaliste italien Giorgio S. Frankel est bien informé. Il a été lui-même contacté par le numéro deux de l'ambassade israélienne en Italie ; il a pu voir comment leurs services transmettaient à ceux qui le voulaient des informations fausses, leur préparaient des articles destinés à incriminer le Hezbollah, etc. En ce qui concerne l'Italie, il cite comme exemples emblématiques de cette information de propagande qui unit services secrets, journalisme et diplomatie, les journalistes Giorgio Romano et Vittorio Segre.

[4] Dans *Al-Quds Al-Arabi*, le 7 janvier 2009.

[5] Voir :

« Nous pressons nos gouvernements de mettre immédiatement fin au carnage », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 7 janvier 2009.

« Ceux qui ont le pouvoir de condamner se taisent » par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 4 janvier 2009.

« La diplomatie suisse en accusation », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 29 septembre 2008.

[6] Martine Brunschwig Graf, femme politique suisse, conseillère nationale depuis 2003, Ancienne Présidente du Conseil d'Etat genevois, présidente de l'Association pour la prévention de la torture, co-présidente de l'Association de soutien à la mise en place d'une institution suisse pour la promotion des droits humains, présidente de la Fondation pour l'enseignement du judaïsme de l'Université de Lausanne.

Sur son blog elle écrit : « *Etre libérale, c'est être humaniste. Etre libérale et s'engager pour la promotion des droits humains...* ».

[7] Voir : « Falk likens Gaza to Warsaw Ghetto », *Press TV*, 22 janvier 2009.

Silvia Cattori

24-01

www.silviacattori.net/article715.html

3-7 Alain Jules : Israël : dans les méandres de l'impunité ! ...

Ah, la bonne nouvelle pour l'exaltation d'un crime contre l'humanité, de l'impunité, du zèle, du mensonge et de la folie des hommes est tombée hier !

La planète entière le sait maintenant. Sur tous les téléscripteurs des rédactions mondiales, les journalistes avaient les yeux exorbités, écarquillés et les regards médusés, avec une petite pointe de honte.

A cause des preuves irréfutables et des témoignages accumulés après le massacre de Gaza, le futur ex premier-ministre israélien, corrompu devant l'Eternel et les hommes, Ehud Olmert, vient d'accorder l'immunité totale à ses soldats.

Une grande première mondiale.

Les scénaristes d'Hollywood seraient bien inspirés de nous écrire cette histoire. Le Gouvernement israélien depuis la nuit des temps, grâce au grand frère américain qui vote toujours au Conseil de sécurité de l'ONU, où, il a son véto, contre toutes les résolutions pouvant nuire à l'Etat hébreu s'est-il rebiffé ?

Heureux soit le soldat de Tsahal, qui, comme James Bond, bénéficie d'un permis de tuer, d'un blanc-seing lui autorisant de brûler, d'humilier, de bombarder, même au phosphore blanc, des populations civiles.

Heureux soit le soldat de Tsahal, qui n'est ni congolais, ni serbes, ni rwandais. C'est tellement flagrant que même en Israël, face à cette image flouée d'un pays qui n'en demandait pas tant à ses dirigeants génocidaires, huit associations de défense des droits de l'homme ont réclamé à leur gouvernement, une enquête sur la conduite de l'armée « *au vue de l'ampleur des atteintes portées aux civils* » palestiniens. Doit-on en conclure que la vraie révolte viendra de l'intérieur ? Olmert a même demandé que tous les documents relatifs aux opérations sur Gaza soient détruits, de façon à ce que, aucun nom de soldat n'apparaisse.

Avec la colère de Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, déjà, qui demandait des comptes à ceux qui avaient tiré délibérément sur des écoles sous protection onusienne à Gaza, le gouvernement israélien, sentant le vent du changement, frissonna. D'abord, dans les déclarations des autorités de l'ONU qui gardaient toujours le silence, par le passé, face aux exactions de Tsahal, un nouveau son de cloche faisait craindre le pire, avec notamment la trahison de mandats d'arrêts internationaux, sur les politiques israéliens. Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires Etrangères, s'est d'ailleurs rendue à Bruxelles, la peur dans les tripes, c'est dire...

Ainsi, l'Etat hébreu a pris les devants dès le début de ces condamnations justifiées, en pensant à mettre sur pied, un subterfuge audacieux mais surtout ridicule, pour tenter de s'en sortir, renforçant par la même, cette hypocrisie qui avalise leurs indignations à géométrie variable. Le *Yediot Aharonot*, citant le Pr Natan Lerner, spécialiste en droit international, expliquait dans son édition d'hier, que, je cite : « *les militaires israéliens ne sont pas réellement menacés par des poursuites judiciaires pour crimes de guerre après l'opération Plomb durci menée à Gaza* » Il ajouta pour étayer son propos, « *le premier obstacle à la concrétisation de telles poursuites est l'absence d'une autorité qui serait à même de s'en charger* », et conclut en citant le départ précipité du Royaume-Uni, en 2005, du général israélien, Almog, qui avait dû interrompre une année d'études et revenir en Israël de peur d'être arrêté. Les choses sont-elles entrain de changer ? Il n'en demeure pas moins que, en cherchant à protéger ses soldats, ironie du sort donc, le gouvernement israélien quant à lui, n'est nullement protégé.

En tant que donneur d'ordres, il est passible de passer devant le CPI (Cour pénale internationale). Mais, encore faudrait-il qu'une plainte soit en mesure de prouver, de démontrer que les lois internationales ou que la convention de Genève ont été violées. Comme sorti du Diable vauvert, là encore, malgré les preuves qui confirment que Tsahal a enfreint la loi, c'est une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies qui avalise une procédure judiciaire devant le CPI. Chose improbable, d'où cette demande d'une réforme urgente du fonctionnement de l'ONU, ce machin, comme le disait si bien le Général de Gaulle.

D'entendre Louis Michel, commissaire européen au Développement et ancien ministre belge des Affaires Etrangères nous ressortir le sempiternel refrain des autistes portant en plus des œillères, on est simplement tout retourné. Oui, le Hamas n'est pas un enfant de cœur. Le Hamas, tout comme Tsahal, qui, à Sderot, qui, à Gaza, a tué des civils doivent être condamnés. Mais, exclure cet incontournable interlocuteur pour la paix en Palestine, c'est simplement jouer un jeu dangereux, celui de refuser de faire la paix. « *Quand on tue des civils innocents, ce n'est pas de la résistance, c'est du terrorisme* » a déclaré Michel. Nous sommes tous d'accord. Mais, que pense-t-il du terrorisme d'Etat d'Israël ? C'est trop lui demander, sans doute.

Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson, dit l'adage. Les Etats-Unis jouent un très mauvais rôle en fermant les yeux sur tout ce que l'Etat hébreu viole. Plus dure risque d'être la chute, car, l'habitude est une seconde nature. Mais, apparemment, sous l'ère Obama, cette époque semble être révolue. Tant mieux. Encore faut-il que les pays arabes se serrent les coudes, en solidarité avec leurs frères palestiniens, facteur indéniable sans lequel, ce manque de solidarité arabe, fera toujours le jeu de leurs ennemis comme Louis Michel, qui veut parler au nom de toute l'Europe, ou encore de tous ces roitelets vautrés dans leurs bureaux feutrés de Tel-Aviv, de Washington, du Caire, d'Amman ou de Paris.

Alain Jules

27 janvier

[HTTP://WWW.AGORAVOX.FR/ARTICLE.PHP3?ID_ARTICLE=50687](http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=50687)

[HTTP://ALLAINJULESBLOG.BLOGSPOT.COM/2009/01/ISRAEL-DANS-LES-MEANDRES-DE-LIMPUNITE.HTML](http://allainjulesblog.blogspot.com/2009/01/israel-dans-les-meandres-de-limpunite.html)

3-8 Lauranne Provenzano : Tsahal à l'abri de la justice ?

Les hauts-gradés qui ont participé à l'offensive israélienne dans la bande de Gaza devraient bénéficier de l'immunité, a décidé Ehoud Olmert. Cette décision est assortie d'une assistance juridique de l'Etat face aux risques de poursuites pour crimes de guerre.

"Les officiers et soldats envoyés à Gaza doivent savoir qu'ils sont à l'abri de divers tribunaux et qu'Israël les aidera et les défendra sur ce front, tout comme ils nous ont protégés avec leurs corps durant l'opération de Gaza", a déclaré le chef du gouvernement sortant israélien dimanche. Ehoud Olmert a ainsi décidé d'accorder une protection complète aux militaires de Tsahal qui ont pris part aux attaques contre le Hamas dans la bande de Gaza pendant 22 jours.

La censure militaire s'était déjà assurée de l'interdiction de publier des photos ou des renseignements sur l'identité des chefs des unités engagées dans les combats à Gaza, de peur de représailles et de crainte surtout

qu'ils ne soient poursuivis pour crimes de guerre. Les visages des soldats qui apparaissent à la télévision sont donc floutés.

Soutien moral et protection juridique

Le ministre de la Défense Ehud Barak devait pour sa part demander dimanche au gouvernement d'adopter une loi pour offrir "un soutien moral et légal aux officiers de l'armée et aux soldats à la suite de l'opération Plomb durci".

"Le gouvernement israélien assume la responsabilité d'avoir envoyé les officiers et les soldats défendre les citoyens et il est obligé par conséquent de leur offrir un soutien total contre toute atteinte à laquelle ils pourraient être exposés en raison de leur implication" dans la guerre, selon un communiqué de son ministère.

Par ailleurs, Ehoud Olmert avait déjà chargé son ministre de la Justice Daniel Friedman de présider une commission interministérielle visant à "accorder une défense légale à tous ceux qui ont pris part à cette opération".

"Le ministre de la Justice formulera les questions et les réponses à propos des opérations de l'armée pour répondre aux belles âmes qui ont l'habitude de porter plainte contre les officiers et les soldats", a précisé le chef du gouvernement. Il sera chargé de la protection des responsables civils et militaires, notamment devant les instances internationales.

Les officiers ont reçu le conseil d'éviter de se rendre à l'étranger, notamment en Europe.

Crimes de guerre

Plusieurs enquêtes pour crimes de guerre ont en effet été réclamées depuis la fin de l'offensive. Amnesty International a estimé que l'usage "illégal, sans discernement et répété" de munitions au phosphore blanc dans des zones densément peuplées de Gaza constituait un "crime de guerre".

L'armée israélienne a d'ores et déjà promis une enquête interne sur le sujet. Le gouvernement va pour sa part consulter les juristes du pays afin de trouver "les réponses aux questions éventuelles" concernant les activités contestées de l'armée israélienne à Gaza.

Plusieurs responsables des Nations unies ont également fait la demande expresse d'une enquête indépendante. Ils cherchent à savoir si les actes des forces israéliennes, notamment le bombardement d'écoles de l'Unwra ou d'hôpitaux relèvent de crimes de guerre.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a le premier réclamé des poursuites contre les responsables des bombardements israéliens. Huit organisations israéliennes de défense des droits de l'homme ont aussi demandé une enquête sur la conduite de l'armée "au vu de l'ampleur des atteintes portées aux civils" palestiniens.

Légalement, des poursuites contre Tshal semblent difficiles à mettre en place, le Cour Pénale Internationale (CPI) n'étant pas compétente pour la bande de Gaza, qui n'est pas un Etat constitué. De plus, Israël n'a pas signé le Traité de Rome fondateur de la CPI, ce qui obligerait les Nations unies à voter une résolution du Conseil de Sécurité, à laquelle les Etats-Unis s'opposeraient très probablement.

La dernière possibilité reste un procès instruit dans un pays européen pour crimes de guerre commis à l'étranger, ce qui serait une première et ferait jurisprudence.

L'Autorité Palestinienne rejette l'immunité

Le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne Riad al-Malki a rejeté dimanche toute immunité judiciaire d'Israël, confirmant que rien n'empêcherait la mise en place de procédures judiciaires. "Il n'y a pas d'immunité contre des actions judiciaires" concernant les bombardements à Gaza, a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre à Bruxelles avec les chefs de la diplomatie de l'Union européenne, et ses collègues d'Egypte, de Jordanie et de Turquie.

"Cette décision n'empêchera pas les gouvernements et les organisations des droits de l'Homme dans le monde" d'engager des actions en justice "contre tous les dirigeants israéliens responsables de décès et de destruction contre le peuple palestinien", a-t-il dit.

Contredisant les propos de l'Etat hébreu, le rapporteur spécial de l'ONU a de son côté maintenu qu'Israël n'avait fait aucun effort pour faciliter l'évacuation ou la protection des civils.

Israël accuse la Hamas d'avoir favorisé les zones de combats proches des civils, rendant l'organisation responsable des lourdes pertes infligées aux populations de Gaza, où 1300 Palestiniens sont morts.

28 janvier

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article79064>

3-9 Shlomi Zakaria : En route pour un Guantanamo israélien.

Il n'y a pas, dans le droit international, d'antécédent à une détention sans jugement de « combattants illégaux ». Le Rapport Winograd avait, lui aussi, mis en garde à ce propos.

Dans le déploiement des services de sécurité en vue des combats dans la Bande de Gaza, le service de l'Avocat Général Militaire n'était pas absent, lui qui avait décidé, comme il a été rapporté dès avant la guerre, de mettre sur pied un appareil judiciaire spécial qui déclarerait les gens du Hamas criminels de guerre ou, pour reprendre la terminologie juridico-tsahalienne que l'on trouve sur toutes les lèvres : « combattants illégaux ». Il avait également été rapporté que l'on s'attendait à ce que, au cours de cette guerre, des milliers de personnes soient prises et définies comme combattants illégaux. Il y a juste un problème : des « combattants illégaux », cela n'existe pas. L'opération à Gaza a déjà fourni des images de dizaines si pas de centaines de prisonniers illégaux qui ont été emmenés vers de vastes camps. L'histoire juridique des combattants illégaux en Israël commence avec la nécessité qui a surgi de continuer à retenir en otages Moustapha Dirani et le cheikh Obeid jusqu'à la libération de

Ron Arad. La loi a été taillée spécialement à leurs mesures, parce que la base juridique existante ne permettait pas leur maintien en détention sans jugement, comme otages, jusqu'au retour de Ron Arad.

Depuis lors, la loi et l'expression ont subi bien des métamorphoses : après le *désengagement* de la Bande de Gaza, il avait été décidé d'essayer de l'appliquer aux habitants de la Bande de Gaza arrêtés par la Sûreté générale et l'armée israéliennes et ainsi, de leur refuser d'une part le statut de prisonniers de guerre et d'autre part la possibilité de faire front aux accusations portées contre eux dans le cadre de la procédure. Ils furent qualifiés de combattants illégaux par l'Avocat Général et privés de droits humains élémentaires fixés par la Convention de Genève. C'était censé suffire. C'est sur cette base juridique bancal que leur maintien illimité en détention a été approuvé par les tribunaux israéliens qui manifestaient leur tendance naturelle à s'aligner sur les services de la Défense chaque fois que ceux-ci sortent de leur tiroir la petite formule évasive : « *pour les besoins de la sécurité* ».

Lors de la seconde guerre au Liban également, des Libanais qui avaient été capturés par l'armée, ont été détenus pour un temps illimité et sans qu'aucune accusation d'un genre ou d'un autre ne fût portée contre eux, conformément à la loi draconienne et aux spécifications arbitraires des hauts responsables du service de l'Avocat Général. Ils ont été placés en détention sitôt arrêtés, en lieu et place d'une comparution devant un tribunal pour les faits incriminés, comme on l'attendrait et comme il fut exigé dans une partie des cas.

Il nous a été communiqué qu'actuellement cette tendance et cette volonté étaient plus fortes que jamais et que les approbations juridiques avaient déjà été données : le recours à la loi sur l'emprisonnement des combattants illégaux est devenu ces jours-ci la manière de faire commune à l'encontre de centaines de personnes.

Ces « *prisonniers* » se retrouveront avec un statut spécial, dépourvu de droits ; un statut qui est en fait une fiction juridique contraire au droit international, sans les droits des prisonniers de guerre ni des autres prisonniers ; un statut dans lequel le service de l'Avocat Général Militaire tente de mettre le contenu qui l'arrange, tout en essayant de rendre *cashier* un virus, un bogue que les tribunaux britanniques et américains – deux Etats en guerre quotidienne eux aussi contre le terrorisme et qui prennent une part directe dans cette « *guerre contre le terrorisme* » – ont refusé d'accepter, jugeant qu'il s'agissait d'une procédure invalide, inconstitutionnelle, totalement contraire aux prescriptions du droit international. Malgré cela, il semble bien que nous soyons sur la voie de la création de notre Guantanamo à nous et cela précisément durant la semaine où nous apprenons que Président américain nouvellement élu, Barack Obama, s'apprête à fermer le vaste camp original.

Nos tribunaux continueront apparemment à s'aligner sur les exigences insatiables et le puissant appétit des nécessités de la sécurité, dans le but de rassasier les consommateurs de la sécurité.

Or c'est précisément la Cour suprême qui a jugé qu'il n'existait pas de créature juridique appelée « *combattants illégaux* », au grand regret de l'armée. Simultanément, cette même Cour suprême a autorisé et continue d'autoriser les services de la Défense à faire un usage intensif d'une loi qui, en fait, permet la détention de personnes sans jugement, sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles, en contradiction flagrante avec le droit international. En réalité, et contrairement à la rhétorique du tribunal lui-même, le service de l'Avocat Général Militaire s'est vu accorder l'estampille tant désirée pour la concrétisation de ses aspirations.

On parle beaucoup ces derniers temps de la mise en œuvre réussie des leçons de la seconde guerre au Liban, à la suite du rapport Winograd. Dans ce rapport, un des chapitres qu'on continue d'ignorer avait trait au droit international et à la nécessité de mettre les modalités de combat en conformité avec ces lois-là. A côté de la nécessité d'assimiler les normes internationales dans l'armée, il avait été décrété qu'il revenait à Israël de se mesurer aux défis que les conflits actuels placent devant lui, tout en observant les principes du droit international et en prenant avis auprès d'autres Etats se trouvant dans une situation comparable. Aux Etats-Unis, on commence déjà à tirer les leçons des dommages de Guantanamo et du recours à la formule « *combattants illégaux* ». Dommage que le service de l'Avocat Général Militaire ait précisément décidé d'ignorer cette recommandation de la Commission Winograd.

Samera Esmeir

Shlomi Zakaria fait partie de l'équipe juridique de l'organisation israélienne des droits de l'homme « Yesh Din »
(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3-10 L'opinion publique palestinienne, dans sa majorité, estime qu'Abbas a mal géré la situation.

Amjad Rafeeq Shihab, DE L'UNIVERSITE AL KUDS : " CEUX QUI PENSENT QUE TANNER LE CUIR AU HAMAS AMENERA CELUI-CI A COMPOSER NE COMPRENNENT RIEN A LA NATURE DE CE MOUVEMENT. "

Mati Ben-Avraham : Comment se présente la situation, du côté de Ramallah.

Amjad Rafeeq Shihab : La situation est très compliquée. Le Hamas a gagné en popularité. Il pose des conditions pour la reprise d'un dialogue inter-palestinien.

MBA : Lesquelles?

A.R. Shihab :

Premièrement, toute négociation avec l'Autorité palestinienne corrompue (C'est Meeshal qui parle) doit être basée sur le principe de résistance contre Israël.

Deuxièmement, la libération de tous les prisonniers du Hamas détenus par l'Autorité palestinienne.

Troisièmement, la fin de la coopération avec les Israéliens sur le plan des renseignements.

Et quatrièmement, 40% des sièges au sein de l'OLP.

Sans oublier que le Hamas refuse que l'Autorité palestinienne soit associée à la reconstruction dans la bande de Gaza.

MBA : Le Hamas veut casser le dialogue Israël-Autorité palestinienne, si je comprends bien.

A.R. Shihab : Oui. Mais la priorité est de faire tomber l'Autorité palestinienne. Il sait que celle-ci sort affaiblie de la crise. L'opinion publique palestinienne, dans sa majorité, estime que Mahmoud Abbas a mal géré la situation. Et l'échanges de prisonniers qui se dessine avec Israël va renforcer davantage la position du Hamas en Cisjordanie. Il ne faut pas oublier que ce mouvement y compte encore de nombreux militants et sympathisants. Et des voix s'élèvent pour réclamer le départ de Mahmoud Abbas.

MBA : Pour le remplacer par qui?

A.R. Shihab : Soit Abu Alla soit Marwan Barguthi. Tout va dépendre de l'évolution des choses. Si Mahmoud Abbas démissionne brutalement, ce sera Abu Alla qui prendra la suite. En cas d'élections pour désigner le successeur du président actuel, c'est Marwan Barguthi. Il est très populaire dans les rangs du Hamas. Je pense que nous vivons la fin de l'époque Mahmoud Abbas.

MBA : Ne peut-on craindre que des querelles intestines, du côté Fatah, favorisent le Hamas?

A.R. Shihab : Vous avez raison. La situation est catastrophique au sein du Fatah. Il y a trois groupes rivaux, deux de tendance modérée, et un radical. Le premier est celui de Mahmoud Abbas, le second d'Abu Alaa et le dernier est mené par le radical Martyr Alaqa. Ce n'est pas encore apparent, mais les divisions éclateront au 6ème Congrès.

MBA : Qui aura lieu quand?

A.R. Shihab : Ils n'arrêtent pas de reporter la date. Normalement, il aurait dû se tenir il y a deux ans. Pour l'instant, le groupe Mahmoud Abbas semble le plus solide, mais surtout en raison du soutien extérieur dont il bénéficie.

MBA : D'aucuns, en Israël, sont d'avis que Mahmoud Abbas a manqué sa chance en n'envoyant pas une unité palestinienne combattre contre le Hamas. Qu'en dites-vous?

A.R. Shihab : Quelle chance ? Revenir à Gaza dans le sillage des chars de l'armée israélienne ? Une décision de ce genre aurait discrédité l'Autorité palestinienne à jamais. C'est oublier un peu vite qu'il y a eu beaucoup de victimes civiles, des femmes, des enfants, de simples gens. Mahmoud Abbas, en saisissant une "chance" pareille, aurait été considéré comme un complice des Israéliens, un traître au peuple palestinien. Ce qui lui est déjà reproché, c'est de s'être tenu à l'écart, cassant ainsi la solidarité palestinienne. Le Hamas en fait, aujourd'hui, exploite cette carte pour dénigrer l'Autorité palestinienne.

MBA : Pourtant, il n'y a pas eu de grosses manifestations en Cisjordanie. Moins que dans certaines villes européennes, par exemple...

A.R. Shihab : C'est vrai. Au départ, les Palestiniens de Cisjordanie étaient divisés sur la question de savoir si l'offensive israélienne était dirigée contre le Hamas ou également contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Alors, au vu des images diffusées depuis Gaza, il y a eu des manifestations, mais sous contrôle de l'Autorité palestinienne, qui voulait éviter tout débordement. Quand c'est arrivé, ici ou là, l'intervention des forces de sécurité a étonné, sinon choqué par sa brutalité. On sentait bien que l'Autorité palestinienne attendait de voir comment les choses allaient tourner dans la bande de Gaza pour prendre position. D'où une déception certaine au sein du peuple, qui n'a pas compris cet attentisme.

MBA : Et dans les universités qui, généralement, sont le fer de lance de la contestation?

A. R. Shihab : Ecoutez, les universités en Cisjordanie sont contrôlées par le Fatah, surtout depuis le coup de force du Hamas dans la bande de Gaza. Au sein de l'université, les syndicats d'étudiants sont aux mains du Fatah. Au sein de ces syndicats, beaucoup d'étudiants appartiennent aux services de sécurité, soit les renseignements généraux, soit les forces préventives. Donc, des anti-Hamas convaincus. Du coup, ceux qui ont des sympathies pour le Hamas ne tiennent pas à le montrer. C'est pour cela que, pour la première fois, une offensive israélienne contre des Palestiniens n'a pas provoqué des réactions très vives. De plus, les vellétés de manifestation ont été réprimées brutalement, comme à Bir Zeit. Il y a un autre aspect au calme relatif : les directeurs d'établissements n'ont pas pris position, du moins publiquement. Pour ne pas porter atteinte à l'année universitaire en cours.

MBA : Comment l'opinion publique a-t-elle accueilli la liquidation de Saïd Siam, numéro 3 du Hamas?

A.R. Shihab : Très mal! On peut supposer que du côté de l'Autorité palestinienne, mais surtout chez certains responsables du Fatah, la mort du numéro 3 n'a pas été pleurée. Il ne faut pas oublier que cet homme a été l'ingénieur de la prise du pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza. C'était un homme clé sur le terrain, qui appartenait au clan le plus radical de ce mouvement. Pour Israël, sa liquidation est un succès militaire mais, à long terme, je pense que c'est le Hamas qui en profitera le plus. Saïd Siam sera érigé en martyr, et le Hamas y gagnera en popularité. Non seulement en Palestine, mais dans l'ensemble du monde arabe. Cette mort équivaut à celle d'Imad Moughnieh pour le Hezbollah. Un coup dur transformé en une opération publicitaire gagnante.

MBA : Et ça marche! J'avoue y perdre mes repères. Tout montre que le Hamas a craqué sous les coups de boutoir israéliens. Et pourtant, il chante victoire. Il clame avoir infligé à l'ennemi sioniste de lourdes pertes. Il dicte ses conditions...

A.R. Shihab : Mais le Hamas ne s'adresse pas à vous! Ni à moi. Il vise les populations arabes. Se situe dans une perspective à très long terme. Mais si ses propos portent, c'est qu'ils tombent dans des oreilles prêtes à les entendre. Et aux prochaines élections, même si la proportionnelle est imposée pour éviter une victoire écrasante du Hamas, celui-ci tirera son épingle du jeu, sera incontournable. Parce que le peuple est arrivé au point où il n'a plus rien à perdre. Il n'a recueilli aucun dividende du processus de paix. C'est l'impasse totale. Alors, pourquoi

pas le Hamas ? Ceux qui pensent que tanner le cuir au Hamas l'amènera à composer, ne comprennent rien à la véritable nature de ce mouvement. Ni au désenchantement de la société palestinienne. Le processus qui devait mener à la création d'un Etat palestinien a été amorcé en 1991, à Madrid. Il devait se conclure en 1999. Et rien! C'est l'échec des négociations qui ont suscité la montée des radicaux. A présent, on dit : éliminons le Hamas et tout ira bien. Mais où sont les garanties que c'est bien comme cela que ça va se passer ? Qu'il y aura bien un Etat palestinien à la clé ? Aucune garantie, n'est-ce-pas ? J'ai bien peur que l'année 2009 soit une année très difficile pour les Palestiniens.

MBA : Un dernier point. Seuls 27% des Israéliens estiment que le cessez-le-feu sera de longue durée. La majorité penche pour un mois, ou quelques mois. Et vous?

A.R. Shihab : Deux mois. Peut-être. Je souhaite me tromper.

Amjad Rafeeq Shihab,

DE L'UNIVERSITE AL KUDS

jan27

<http://www.israelvalley.com/edito/2009/01/27/21386/israel-palestine-exclusif-interview-de-amjad-rafeeq-shihab-de-l-universite-al-kuds>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19